

EN AUTRICHE

Le chancelier Kreisky s'oppose à son ministre de la défense à propos d'un trafic d'armes

LIBRE PAGE 22

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1,20 F; Arabie, 1,50 F; Australie, 1,20 F; Belgique, 1,20 F; Canada, 1,20 F; Danemark, 1,20 F; Espagne, 1,20 F; France, 1,40 F; Grèce, 1,20 F; Italie, 1,20 F; Japon, 1,20 F; Liban, 1,20 F; Luxembourg, 1,20 F; Maroc, 1,20 F; Pays-Bas, 1,20 F; Portugal, 1,20 F; Royaume-Uni, 1,20 F; Suède, 1,20 F; Suisse, 1,20 F; Tchécoslovaquie, 1,20 F; Turquie, 1,20 F; Union soviétique, 1,20 F; États-Unis, 1,20 F.

Tarif des abonnements page 11
5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 10
C.C.P. 6807-23 Paris
Tél. Paris 26 68072
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

LES CONTESTATAIRES DE L'EST ET LA DÉTENTE

Le mouvement de contestation en Union soviétique semblait s'être éteint depuis que le pouvoir avait arrêté ou amené à s'écarter nombre de ses animateurs. Les Tchécoslovaques, qui avaient montré en 1968 leur volonté de donner un visage humain au socialisme, étaient comme hibernés depuis que les troupes étrangères avaient imposé la « normalisation ». Les Allemands de la R.D.A. continuaient d'offrir l'exemple de la discipline. Les Polonais faisaient confiance à M. Giersek pour obtenir dans le calme le bien-être auquel ils aspiraient.

En quelques mois, le paysage a changé. Déjouant la surveillance de la police, plus de deux cents Tchécoslovaques ont signé et diffusé une charte qui exige le respect des droits de l'homme. Wolf Iernann, chanteur ex-allemand communiste convaincu, a dit combien le régime de M. Honecker était éloigné de l'idéal : les auteurs l'ont empêché de rentrer en son pays, mais son cri a été les fissures de l'État exemplaire. La révolte des rizières polonaises, en juin, contre une brutale des prix va au-delà de l'événement qui l'a provoqué : trente ans après l'instauration d'un pouvoir populaire, le me n'a pas encore trouvé les rudiments du dialogue avec la nation. En U.R.S.S., enfin, les contestataires prennent vigueur. Les autorités ont certes les ressources matérielles de briser les osants. Les services de répression sont toujours en état de marche. D'ailleurs, ils multiplient les enquêtes et arrestations dans l'espoir d'intimider ou de faire les dissidents. Mais ils ont encore imposé des limites à leurs activités. Une répression trop brutale ne risquerait-elle pas d'écarter les fruits de vingt ans d'efforts pour passer de la guerre froide à une coopération « mutuellement avantageuse » avec les puissances capitalistes ? Et les dirigeants n'ont-ils pas quelques raisons personnelles de contenir la polémique ? Ils savent, par leur expérience ou celle de leurs prédecesseurs, comment la « glorieuse révolution » peut se retourner contre ceux qui, en principe, commandent.

Il n'est pas de changer brusquement de cap, les dirigeants soviétiques et leurs alliés ne peuvent en engager une bataille irréversible contre tous ceux qui contestent leur politique. Les réagissements qu'ils ont pris à l'initiative de compliquer leur tâche, en réintroduisant le « statu quo » rituel et politique en Europe. Brejnev a dû signer un document solennel par lequel il s'engage à respecter les droits de l'homme et à faciliter la circulation d'hommes et d'idées. Beaucoup d'opposants soviétiques jugent avec sévérité les cordons d'Herzliki, et d'une façon générale se méfient de la détente. Le gouvernement de Moscou, ent-ils, a besoin d'une aide économique de l'Occident. Les socialistes soviétiques de faire des aires à leur accord sans acheter toutes les concessions. Ils sont en droit d'exiger. Il apparaît que l'acte final d'Herzliki a donné de nouveaux arguments aux opposants. Pendant des années ils réclamaient la reconnaissance de l'appel de la Constitution de 1936. Pour-ils leur reprocher de s'en tenir à une loi fondamentale dont les autorités disent qu'elle est la « pierre du monde » ?

Les groupes qui se manifestent maintenant en U.R.S.S. et en Tchécoslovaquie se donnent pour raison de surveiller l'exécution dans leur pays des engagements pris à Herzliki. Ils montrent ainsi le parti que, non sans risque pour eux-mêmes, les opposants peuvent tirer de la détente. A Belgrade, l'été prochain, les signataires de l'acte final dresseront le bilan de ce qui aura été fait depuis le 31 juillet 1975. La perspective de ce rendez-vous explique dans une certaine mesure l'ardeur renouvelée des dissidents et la nervosité des autorités à l'Est.

(Lire nos informations page 3.)

AVANT LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. Giscard d'Estaing entend redéfinir son rôle pour répondre à la fois à la gauche et au R.P.R.

M. Valéry Giscard d'Estaing réunit, lundi après-midi 17 janvier, la cinquième conférence de presse de son septennat. Elle sera consacrée exclusivement aux questions économiques et sociales et aux questions de politique intérieure. Il est vraisemblable qu'il évoquera également deux événements survenus depuis l'annonce de cette conférence : le meurtre de J. de Broglie et l'affaire Abou Daoud.

Les problèmes de politique étrangère seront traités plus tard par le chef de l'État dans une intervention distincte, qui pourrait prendre la forme d'un entretien télévisé avec des journalistes.

Le 21 décembre, à Chamalières, le président de la République avait précisé qu'il indiquerait, au cours de sa conférence de presse du 17 janvier, comment il concevait la « clarification » rendue nécessaire, selon lui, par les modifications survenues dans la majorité et « les conséquences qu'il faut en tirer ».

A moins de deux mois du premier tour des élections municipales et surtout à quelques mois des élections législatives, M. Valéry Giscard d'Estaing est résolu à mettre la majorité en position de combat contre la gauche et à régler en conséquence l'ensemble du dispositif d'attaque. Cette remise en ordre suppose que la place de chacun soit enfin définie et qu'en particulier le rôle du chef de l'État et celui des partis soient clairement établis. Tel est le sens de la « clarification » dont M. Giscard d'Estaing a reconnu la nécessité dans sa déclaration de Chamalières, le 21 décembre dernier. Le président de la République a souligné à cette occasion deux des difficultés que rencontre son action. La première est que « la coalition de l'opposition et la coalition de la majorité sont approximativement de

même taille ». La deuxième est que des « modifications » sont survenues dans la majorité depuis que M. Chirac a quitté l'Indel Matignon.

La division du corps électoral en deux parties à peu près égales, dans un pays où la gauche conteste profondément le « système », affaiblit de toute évidence, le chef de l'État. M. Giscard d'Estaing, dont l'autorité fut consolidée par plusieurs référendums, ni Georges Pompidou, élu contre un adversaire centriste au second tour du scrutin présidentiel de 1969, n'ont souffert d'une telle situation. Pour M. Giscard d'Estaing, les conditions sont différentes.

THOMAS FERENCZI

(Lire la suite page 6.)

Le niveau du chômage demeure stationnaire

Tandis qu'une détente relative est notée sur les prix des légumes, une tension persistante est enregistrée dans le domaine social.

● LES PRIX DES LÉGUMES ont sensiblement baissé sur les marchés de gros d'un vendredi à l'autre : de 10 à 40 %. Toutefois, la plupart des produits sont près de deux fois plus chers que l'an passé à la même époque en raison du déficit de la production. Pour protester contre l'importation de salades — seul légume jusqu'alors soumis à des contingents — les producteurs des Pyrénées orientales ont intercepté et détruit, vendredi 14 janvier, un chargement de 15 tonnes en provenance d'Espagne.

● LA SITUATION DE L'EMPLOI est restée fort médiocre en décembre : 1 million 369 000 demandes d'emploi non satisfaites, soit à peu près autant qu'en novembre ; ce chiffre reste supérieur de 2,7 % à ce qu'il était il y a un an. Plus inquiétant encore, les offres d'emploi (95 000) sont en diminution de 9,4 %.

● DANS LES SECTEURS PUBLIC ET NATIONALISÉ, bien que les directions de l'E.G.F. aient proposé aux syndicats une nouvelle formule de calcul de l'évolution des salaires pour 1977, la C.G.T. et la C.F.D.T. envisagent d'ores et déjà un arrêt de travail, vraisemblablement pour le 23 janvier. Deux autres consignes de grèves de vingt-quatre heures ont été données : à la S.N.C.F. pour le 26 janvier par la C.G.T. et la C.F.D.T., dans la fonction publique pour le 27 janvier par l'ensemble des organisations syndicales.

Les prix des légumes restent élevés malgré une baisse sensible des cours

Retour au calme : la plupart des légumes sont en baisse en cette fin de semaine à Paris. Des baisses qui, tout en étant de 10 à 40 %, d'un vendredi par rapport à l'autre, sont loin de ramener les prix à leurs niveaux des premières semaines de 1976. Les carottes restent à 2,90 F, alors qu'elles étaient deux mois auparavant à 0,50 F, près de cinq fois moins. La poireaux à 2 F sont près de deux fois plus chers que l'an dernier. Les choux-fleurs sont tombés de 45 à 22 F les six, contre

19 F l'an dernier. Même commentaire pour les endives : revenues de 6,80 à 5,80 F, les épinards de 4,70 à 4 F, les douces laitues de 21 à 12 F. Il n'y a guère que les haricots verts importés du Sénégal ou du Kenya (7 F) et les pommes de terre (1,60 F) qui soient à des niveaux comparables à ceux de 1976. On ne peut guère dire qu'ils soient bon marché.

ALAIN GIRAUD.

(Lire la suite page 19.)

L'affaire Abou Daoud

Nouvelles protestations aux États-Unis

Après la libération du responsable palestinien M. Abou Daoud, les protestations restent vives, notamment en Israël où les journaux consacrent de nombreuses pages à ce sujet — et aux États-Unis.

Après la lettre de protestation adressée à l'ambassade de France à Washington par un tiers des sénateurs, la commission des affaires étrangères du Sénat a adopté, vendredi 14 janvier, à l'unanimité, une résolution affirmant que la libération de M. Abou Daoud, « terroriste notoire », entrave les efforts de la communauté internationale pour mettre fin au terrorisme international.

Cependant, dans une interview à l'agence A.P., M. Abou Daoud a démenti avoir jamais fait état à la télévision jordanienne d'une participation à l'attentat de Munich. « Je suis un révolutionnaire, non un terroriste », a-t-il dit.

D'autre part, vingt-neuf membres du Congrès, dont le président de la Chambre des représentants M. Thomas O'Neill, ont invité leurs compatriotes à boycotter tous les produits français. Ils ont adressé à M. Giscard d'Estaing une lettre de protestation.

A Bonn, les autorités s'efforcent de ne pas assombrir les relations franco-allemandes et espèrent que les échanges d'explications permettront de dissiper les malentendus. C'est ainsi que M. Herbig, ambassadeur de la République fédérale à Paris, a été reçu vendredi 14 janvier par M. Soutou, secrétaire général du Quai d'Orsay.

A Paris, on précise qu'en réponse aux questions adressées par les policiers français à leurs collègues étrangers sur l'identité réelle de M. Youssouf Raji Hanna, nous assistons aux funérailles de Mahmoud Saleh, plusieurs services ont fait savoir, dans l'après-midi du vendredi 14 janvier, qu'il s'agissait de M. Abou Daoud : dans l'ordre, les polices allemande, britannique, américaine et israélienne. De même source, on confirme que, lundi après-midi 10 janvier, M. Ulrich, directeur du cabinet du ministre des affaires étrangères, a demandé au chargé d'affaires allemand de confirmer officiellement la demande d'arrestation, mais que le diplomate n'a pu lui donner aucune indication à ce sujet, ni à ce moment ni plus tard.

(Lire nos autres informations page 4.)

AU JOUR LE JOUR

Énergie à récupérer

Edgar Morin a expliqué à la commission Peyrefitte que « nous ne connaissons de la violence que ce qui émerge entre certains seuls ». Cela revient à dire que, de l'insulte au massacre, le spectre s'étend de la violence ne comprend ni l'insolence des colères contenues ni l'ultravolence de l'équilibre nucléaire.

L'idée est intéressante dans la mesure où elle réside dans la violence une forme d'énergie sociale qui peut mieux dompter que faire disparaître. En attendant qu'on puisse faire rouler les automobiles grâce à l'énergie gaspillée dans les insultes, et parfois les coups échangés par leurs conducteurs, c'est déjà beaucoup que les machines politiques, majoritaires ou minoritaires, d'une démocratie n'aient besoin d'autre carburant que l'envie de se torturer mutuellement le cou éperonnée par leurs membres.

ROBERT ESCARPI.

LA HAUTE-VOLTA EN QUÊTE D'UN HOMME FORT

Seize ans après son accession à l'indépendance, la Haute-Volta traverse une période d'effervescence politique. Depuis l'éviction du président Maurice Yaméogo, le 4 janvier 1966, par des syndicalistes qui placèrent à la tête de l'État une équipe de militaires conduite par le général Sangoulé Lamizana, président de la République, l'armée a mené une expérience à laquelle certains Voltaïques semblent vouloir, aujourd'hui, mettre un terme.

Ougadougou — Apparemment les Voltaïques ont de nombreuses raisons d'être satisfaits. Contrairement à la plupart des États d'Afrique noire, la Haute-Volta ne compte aucun dictateur politique. La liberté d'expression y est totale, et les conversations vont bon train sur des sujets qui, dans les pays voisins, sont considérés comme tabous. Bien que les partis soient officiellement dissous, la commission spéciale qui vient d'être chargée par le chef de l'État, le général Lamizana, de faire des propositions destinées à préparer le retour à un régime civil, comprend des représentants de toutes les tendances politiques, choisis à qualité. Phénomène

Le remaniement ministériel rendu public vendredi 14 janvier, s'il marque l'entrée au gouvernement de onze nouvelles personnalités, ne laisse pourtant pas prévoir le retour des militaires dans leurs casernes. Les officiers conservent, en effet, leurs portefeuilles ministériels. Cependant, trois des quatre principales formations politiques du pays sont désormais plus largement associées à la conduite des affaires.

1. — La solitude du général Lamizana

De notre envoyé spécial
PHILIPPE DECRAENE

exceptionnel en Afrique occidentale, on compte dans le pays quatre centrales syndicales.

Pourtant, la grogne et la morosité gagnent du terrain, et jamais l'existence du régime n'a paru si sérieusement menacée. Cette situation est paradoxale, mais la République de Haute-Volta est singulière à plus d'un titre. C'est ainsi que l'État est dirigé depuis plus de dix ans par un homme que rien ne désignait pour exercer cette charge : ni son caractère, ni son origine ethnique, ni sa religion.

Le général Lamizana, dépourvu de toute forme d'ambition, quoi qu'en disent ses détracteurs, et plutôt débonnaire qu'autocrate, est né dans la région de Tongan. Il est issu de la petite ethnie samogo, très minoritaire dans un pays où plus de la moitié de la population appartient à la tribu des Mossi. Il est musulman pratiquant, alors que presque toute l'élite politique voltaïque a été formée par les missionnaires catholiques. Enfin, il est militaire de carrière, alors que le pays compte de nombreux intellectuels et une petite classe de paysans relativement aisés, les uns et les autres fortement sensibilisés aux questions politiques.

« Pas une seule goutte de sang... »

« Ma première satisfaction, nous dit le chef de l'État, est d'avoir obtenu le maintien d'une certaine stabilité dans le respect absolu de la liberté. Je me suis toujours efforcé de tenir compte des avis de tous et je continue de le faire. C'est pourquoi le premier de mes objectifs est d'assurer la relève de l'armée par les civils dans de bonnes conditions. Car l'unité est faite, y compris

dans les rangs des militaires, sur un point : la nécessité de mettre un terme au régime actuel. Cependant, rien de concret ne peut être fait dans ce sens sans longtemps que les civils refusent de se mettre d'accord entre eux. »

Le général Lamizana rappelle qu'il a vainement multiplié les efforts pour réaliser une certaine unité entre les politiques.

(Lire la suite page 5.)

UNE CAMPAGNE DE L'UNESCO

Sauver l'Acropole

Approuvée à l'unanimité par la dernière conférence générale de l'UNESCO réunie à Nairobi, la campagne de sauvegarde de l'Acropole a été lancée le 10 janvier à Athènes par M. M. Bow, directeur général de l'UNESCO. Selon une toute première estimation, les opérations de sauvegarde de l'Acropole coûteraient 15 millions de dollars (10 millions de francs). Comme pour les campagnes précédentes, le pays concerné prendra à sa charge le tiers des dépenses. L'UNESCO réunissant les deux autres tiers, soit 10 millions de dollars (50 millions de francs) dans le cas de l'Acropole.

« L'Acropole est en danger... Après avoir résisté pendant deux mille quatre cents ans aux assauts du temps et des hommes, voici que le prestigieux ensemble monumental couronné de statues d'or ont imprimé la marque de leur génie est menacé de destruction par les dégradations que, depuis plusieurs années, lui fait subir à un rythme accéléré la civilisation industrielle. La situation actuelle de l'Acropole, résumée ainsi par M. M. Bow, est très grave. Il n'est que de comparer deux sculptures du Parthénon posées côte à côte dans le musée de l'Acropole. Sur la première, mise à l'abri depuis

longtemps, les draperies enveloppant le torse d'un personnage ont conservé toute leur finesse. Sur la seconde, qui vient d'être descendue du fronton est du Parthénon, tout est émacié : le marbre est littéralement rongé par l'action des produits soufrés qui sont rejetés en quantité croissante par les fumées d'usines, les chauffages domestiques et les moteurs de voitures, et dont le principal agent de dépôt sur la pierre est la rosée salée (la mer n'est pas loin), qui est particulièrement abondante en hiver.

Les produits soufrés ne sont pas seuls à menacer l'Acropole. De 1913 à 1931, les différents monuments ont été renforcés par l'inclusion à l'intérieur des blocs de marbre de barres de fer. À l'époque, on ne tenait compte ni du fait que le fer a un coefficient de dilatation très différent de celui du marbre ni du fait que, même niché dans le marbre, le fer rouille à la longue. Après quelques décennies, ces travaux de consolidation sont maintenant à l'origine de fissures, d'éclatements et de coloration de certaines pierres.

YVONNE REBEYROL

(Lire la suite page 7.)

EUROPE

AMÉRIQUES

Etats-Unis

LE VOYAGE DE MM. ROCARD ET COT A WASHINGTON
Les nouveaux dirigeants américains
seraient moins hostiles à une éventuelle victoire
de la gauche en France

De notre correspondant

Washington. — MM. Michel Rocard et Jean-Pierre Cot ont été reçus, vendredi 14 janvier, par M. Cyrus Vance, le nouveau secrétaire d'Etat, qui a confirmé à la commission des affaires étrangères du Sénat la confirmation de la même jour à l'unanimité. Ces deux hommes d'Etat ont été accueillis par le directeur des affaires politiques, M. Joseph P. Kamp, et par le directeur des affaires européennes, M. Robert L. Canine. Les deux hommes d'Etat ont été reçus par le directeur des affaires politiques, M. Joseph P. Kamp, et par le directeur des affaires européennes, M. Robert L. Canine. Les deux hommes d'Etat ont été reçus par le directeur des affaires politiques, M. Joseph P. Kamp, et par le directeur des affaires européennes, M. Robert L. Canine.

LA DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME DANS LES PAYS DE L'EST

L'Acte final d'Helsinki est une arme entre les mains
des opposants soviétiques
nous déclare M. Leonid Pliouchtch

De notre correspondant

Depuis près d'un an, Leonid Pliouchtch vit en France. Ce mathématicien, toujours marqué par les événements qui lui furent infligés dans les prisons psychiatriques soviétiques, se consacre actuellement à une étude sur le structuralisme. En même temps, il suit de très près l'activité des contestataires restés en U.R.S.S. et la réaction du pouvoir. Au cours d'une entrevue qu'il a accordée à « Monde », il a notamment dit ce qu'il pensait des événements actuels à Moscou. De même que l'académicien Andreï Sakharov et les représentants de plusieurs organisations de contestataires soviétiques, il estime que le K.G.B. se livre à des provocations.

En Pologne

LA COUR SUPRÊME
RÉDUIR LES PEINES INFLIGÉES
A PLUSIEURS OUVRIERS
DE RADOM

Varsovie (A.F.P.). — La Cour suprême de Pologne a réduit les peines d'un groupe d'ouvriers de Radom, condamnés par le tribunal de cette ville à la suite des événements du 25 juin. Les six manifestants accusés d'avoir pris part à l'incendie et au sacage de la maison du parti à Radom, avaient été condamnés à des peines de trois à neuf ans de détention ferme.

Espagne

SECON LES MILIEUX OFFICIELS
Les ravisseurs du président du Conseil d'Etat
n'appartiennent pas à l'extrême gauche

De notre correspondant

A Madrid, une haute personnalité espagnole, s'adressant à un groupe de journalistes, a reconnu pour la première fois que l'affaire du kidnapping de M. Antonio María de Oriol y Urquijo, il y a plus d'un mois, était « inexplicable, très étrange et très curieuse ».

Suède

LA FEMME
DU PREMIER MINISTRE
PARTICIPE
A UNE GRÈVE DE LA FAIM

Stockholm (A.F.P.). — Mme Solveig Fredin, la femme du premier ministre de Suède, fera pendant vingt-quatre heures la grève de la faim pour protester contre la politique culturelle du gouvernement.

Canada

Correspondance
Les Québécois
et la Nouvelle-France

A la suite de la publication d'un article intitulé « Pour le Québec », et l'« Aulie » de « Monde » du 19-20 décembre, page 31, un lecteur de Montréal, M. Guy-Raymond La-Coste, militant de la libération, nous écrit :

Les conseillers de M. Carter sont en majorité originaires de Georgie

De notre correspondant

Washington. — Le président élu, M. Carter, a fait connaître, vendredi 14 janvier, les noms de ses principaux collaborateurs à la Maison Blanche. Parmi les trente personnes figure, comme prévu, M. Hamilton Jordan, âgé de trente-deux ans, ancien directeur de la campagne présidentielle, et qui tiendra auprès du président un rôle comparable à celui que MM. Sherman Adams et Haldeman occupèrent respectivement auprès des anciens présidents Eisenhower et Nixon.

M. CYRUS VANCE
A COMPLÉTÉ SON ÉQUIPE

M. Vance, successeur de M. Kissinger au département d'Etat, a complété son équipe en procédant le 14 janvier à une nouvelle série de nominations. Outre M. Warren Christopher, ami de longue date de M. Vance, déjà désigné comme numéro deux du département avec le titre de sous-secrétaire d'Etat, et les postes pourvus il y a huit jours (le « Monde » daté 9-10 janvier), cinq fonctions importantes seront occupées par les personnes suivantes :

Union soviétique

Le prix Nobel de la paix dit encore : « Les autorités, qui tentent d'empêcher la liberté de pensée et de renforcer le totalitarisme, ne peuvent pas combattre les dissidents sur la base d'une discussion égale, ouverte, honnête. C'est l'histoire morale des dissidents ne cesse de croître, en dépit des coups qui leur sont portés, les organes de répression ont de plus en plus souvent recouru à des méthodes criminelles qui

AFRIQUE

La Haute-Volta en quête d'un homme fort

(Suite de la première page.)

Il ajoute : « Pas une goutte de sang n'a été versée depuis onze ans et il faut que rien ne vienne détériorer ce climat pacifique. L'avant-projet constitutionnel est désormais prêt, et je peux vous confirmer qu'un référendum aura lieu au cours du deuxième trimestre de l'année 1977, et que des élections législatives et présidentielles se dérouleront dans le courant du quatrième trimestre de la même année. En conséquence, je reste au pouvoir jusqu'à la fin de 1977. J'envisage non seulement de renoncer à mes responsabilités gouvernementales à ce moment, mais aussi de prendre ma retraite et de quitter l'armée... »

Le président de la République est pourtant évasif sur quelques points : son éventuelle candidature à la prochaine élection présidentielle (il n'a jusqu'à présent, je n'ai jamais envisagé d'être candidat à quoi que ce soit) ; la réhabilitation de l'ancien président Maurice Yaméogo, déchu de ses droits civiques (à cela, toujours été dans ma ligne de conduite de travailler à sa réhabilitation) ; le multipartisme (et la majorité le veut...). En revanche, il affirme avec vigueur : « La démocratie est une chose. Le respect de l'ordre en est une autre. Si des troubles éclatent, mon gouvernement l'aurait respecté l'ordre... »

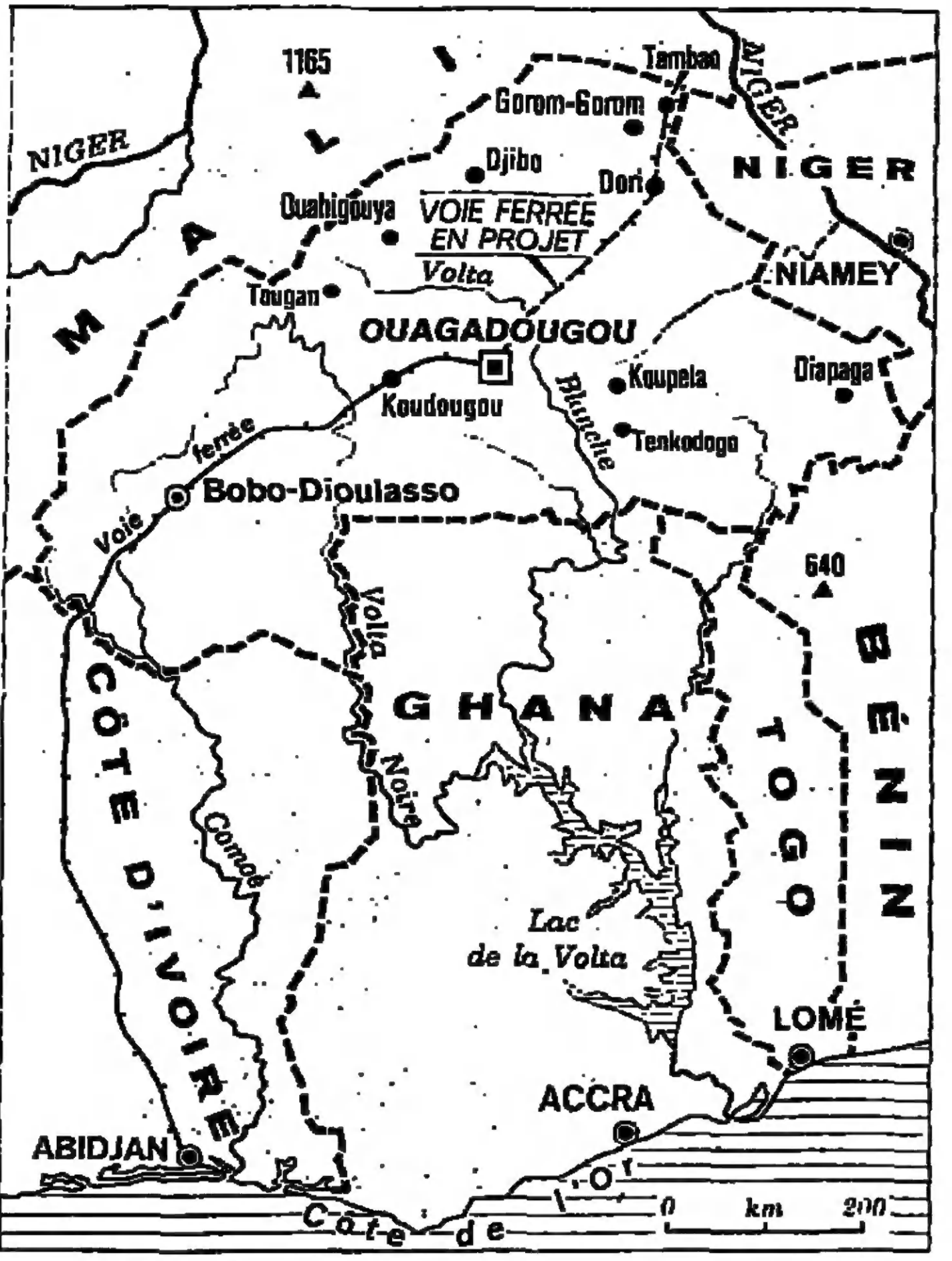
Aucun incident grave ne s'est produit durant les grèves de novembre et décembre 1975, bien que les syndicats aient visiblement recherché l'épreuve de force. Toutefois, une menace de troubles existe aujourd'hui, et les centrales syndicales, qui, selon le général Lamizana, « ont partie liée avec les anciens politiciens », entretiennent un climat de contestation et d'agitation.

Les tracts hostiles au régime n'épargnent pas la personne du chef de l'Etat. On le qualifie de « roi », on l'accuse d'être « l'ami du général Salan », sous les ordres duquel il combattit en Indochine. La venue à Ouagadougou, en décembre, de M. Jourdain, ancien adjoint de M. Jacques Foccart, a conforté dans leur sentiment ceux qui estiment que « l'impérialisme français » constitue le meilleur soutien du régime. Un tract signé de trois centrales syndicales, daté du 3 décembre, dénonce « le général-président » et « exige le retrait des hommes-orchestres qui sont à la fois dans le gouvernement et les affaires ». Il ajoute : « La encore, nous constatons que certains ministres déshonorent toujours de la confiance du chef de l'Etat. Ils sont à la présidence de la République, qui devient, de surcroît, un maison de repos des anciens ministres militaires et civils, ou représentent en qualité de super-diplomates, le même peuple voltaïque qui les a nommés... »

M. O. J. Emmanuel, secrétaire général de la Confédération nationale des travailleurs voltaïques

(C.N.T.V.), centrale très combattive, en étroits rapports avec la C.F.D.T., pose ses exigences : « Nous voulons que la réconciliation nationale se fasse, et pour cela, nous exigeons, entre autres choses, que le gouvernement rende

serait en fait qu'un prétexte à son retour au pouvoir. Retiré dans son village, l'ancien président Yaméogo n'est pas inactif et reçoit de nombreuses visites. Il se rend fréquemment dans la capitale et à l'étranger, notam-



à l'ancien président Yaméogo ses droits civiques. Si nous avons à choisir entre lui et les militaires, nous nous prononcerons en sa faveur, parce que la place des militaires est dans leurs casernes. » Il précise : « J'étais parmi ceux qui le 3 janvier 1966 ont manifesté pour exiger le départ de Maurice Yaméogo... »

Le retour de « monsieur Maurice »

Les responsables syndicaux exigent un relèvement de l'ensemble des salaires et un blocage des prix. Bien que certains d'entre eux restent méfiants à l'égard des hommes politiques, la plupart sont prêts à remettre en selle l'homme qui fut chassé du pouvoir sous la pression de leurs centrales, et expliquent ce revirement : « Maurice Yaméogo est resté populaire », « c'est un des moins démodés », disent-ils, ajoutant souvent : « faute d'un autre... ». Ainsi, les hommes qui, il y a quelques années encore, dénonçaient avec mépris « le petit homme de Kouadougou » (son village natal) réclament sa réhabilitation, qui ne

ment à Abidjan, et ne cache pas qu'il entend revenir aux affaires.

« Je suis disposé, nous dit-il, à tout mettre en œuvre pour réaliser cette unité nationale que le général Lamizana recherche sans succès depuis onze ans. Mais il est évident qu'il n'y aura pas de réconciliation, et donc pas d'unité nationale, sans amnistie générale des condamnés politiques. Pré-tendre le contraire serait être de mauvaise foi. Je ne tiendrais compte, pour ma part, si je suis réhabilité, d'aucune appartenance politique dans le choix des hommes qui seront associés à la gestion du pays... »

Dans aucune des anciennes formations politiques, « monsieur Maurice » ne semble actuellement rencontrer d'hostilité irréductible. Tout au plus son éventuel retour sur la scène politique suscite-t-il quelques réserves dans les rangs du Parti du regroupement africain (P.R.A.) ; ou du Parti africain de l'indépendance (P.A.I.) de M. Ali Pascal Zoungrana, ou chez les indépendants, dont le chef de file est un enseignant, M. Kargourou Moussa.

Même les militants du Mouvement de libération nationale (M.L.N.) de M. Ki Zéro sont prêts à composer avec l'ancien président M. Ki Zéro, qui fut, il y a dix ans, l'un des espoirs du pays, avant de devenir un intellectuel nomade allant de colloques en congrès et de conférences en séminaires, passe pour l'un des rares soutiens du général Lamizana. Il est cependant de refus d'entrer dans le gouvernement. Il exigeait, pour son parti, quatre portefeuilles ministériels. Cette revendication a été jugée excessive. Quel qu'il en soit, M. Yaméogo ne dissimule pas que « Ki », lui-même, a déjà fait le pèlerinage de Kouadougou.

C'est, curieusement, parmi les membres de son ancien parti, le Rassemblement démocratique africain (R.D.A.), que « monsieur Maurice » a le plus d'adversaires. Il est vrai que les personnalités de premier plan abondent dans les rangs de l'ancien R.D.A. (chacun disposant de sa propre clientèle électorale) : le Docteur Joseph Comombo, ancien secrétaire d'Etat aux affaires économiques du gouvernement Mendès France, M. Joseph Ouedraogo, ancien président de l'Assemblée voltaïque, ancien leader syndicaliste, Gérard Kang Ouedraogo, qui fut premier ministre du général Lamizana, Maxime Ouedraogo, ministre du travail dans le gouvernement de M. Yaméogo, etc.

Modéré, le Docteur Comombo nous dit : « Il est possible de s'entendre avec Maurice... ». M. Joseph Ouedraogo se montre, en revanche, intransigeant : « Il ne doit pas identifier restitution de ses droits civiques et retour au pouvoir. S'il faut choisir entre les militaires et lui, je me prononcerais pour lui, mais il existe d'autres possibilités... ». L'ancien président de l'Assemblée se fait brutal quand il parle du chef de l'Etat : « Il faut qu'il se retire, ou bien il y aura du grabuge. C'est moi qui l'ai porté au pouvoir en janvier 1966. Nous étions alors convenus de quatre mois. Il s'est incrusté onze ans... »

La solitude du général Lamizana s'explique pas seulement par l'hostilité des politiciens. En Afrique noire, ce sont les capitales qui font et défont les régimes. Or, à Ouagadougou, l'actuel président n'est pas populaire. L'Eglise catholique exerce un magistère très important. Bien qu'il veuille constamment se démarquer de la politique, un homme comme le cardinal Zoungrana jouit d'une autorité fondée sur ses vertus et sa piété, mais, aussi, sur sa haute naissance. Les églises voltaïques connaissent un afflux considérable de fidèles, même aux offices de la semaine. Ils apprécient médiocrement — on s'en doute — d'être dirigés par un chef d'Etat qui jette pendant la période du Ramadan et affirme le caractère musulman de la Haute-Volta, en participant à des assises telles que la dernière

conférence panislamique d'Alamabab. Les chefs traditionnels sont restés de « grands électeurs » très influents parmi les Mossis, qu'il s'agisse du Moro Naba de Ouagadougou ou des Nebes de Tenkodogo et du Ouahigouya. « C'est nous qui faisons et défaisons les élections », nous dit crûment le Naba de Koupele. Or, aucun des souverains mossis ne juge nécessaire le maintien du général Lamizana à la tête de l'Etat. Cette attitude est en partie dictée par des considérations d'ordre ethnique, le président n'ayant pas, à leurs yeux, suffisamment tenu compte, au sein du gouvernement, comme à la tête de l'administration, du poids démographique des Mossis.

L'isolement du chef de l'Etat, l'impitoyable des civils de reprendre en main la conduite des affaires publiques, la morosité d'une population qui a dû consentir à de nombreux sacrifices depuis onze ans, devraient susciter des tentations importantes à Ouagadougou. Sera-ce le retour au pouvoir de l'ancien président Yaméogo ? Il n'est pas exclu que, pour faire échec aux projets de « monsieur Maurice », tout en évitant leurs aînés, de jeunes officiers subalternes cèdent à la tentation d'un putsch. Une junte de type béninois ou malien pourrait confisquer les libertés et gouverner alors sans partage à Ouagadougou.

PHILIPPE DECRAENE

Prochain article : LA DIGNITÉ DES PAUVRES

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Voici la composition du nouveau gouvernement voltaïque :

- Président de la République, président du conseil des ministres : général Sengoula Lamizana ;
- Intérieur et sécurité : lieutenant-colonel Yervan Gabriel Somo ;
- Justice : M. François-Xavier Zongo ;
- Affaires étrangères : M. Moussa Kargourou ;
- Défense nationale et anciens combattants : général Baba Sy ;
- Finances : capitaine Léonard Kalmogo ;
- Plan : M. Patrice Ouattara ;
- Développement rural : M. Augustin Winigbo ;
- Commerce, développement industriel et mines : M. Emmanuel Zoma ;
- Travaux publics, transports et urbanisme : capitaine Mahamoudou Ouedraogo ;
- Education nationale et culture : M. Oumarou Dao ;
- Santé publique et affaires sociales : M. Tanga ;
- Fonction publique et travail : M. Albert Souda ;
- Information : M. Edouard Tani ;
- Postes et télécommunications : M. Paul-Jean Ouedraogo ;
- Jeunesse et sports : M. Lassou Ouedraogo ;
- Tourisme et environnement : M. Amadou Gary Tamboura ;
- Secrétaire d'Etat à la fonction publique : M. Modou Sere ;
- Secrétaire d'Etat aux finances : M. Rimpayessede Bertrand Ouedraogo ;
- Secrétaire d'Etat aux affaires sociales : Mme Fatimata Traoré.

[M. Moussa Kargourou, nouveau ministre des affaires étrangères, est né en 1925 à Kaya. Il a appartenu à plusieurs gouvernements à partir de 1968. Il fut notamment responsable des ministères des travaux publics, de l'agriculture et de la justice. Il n'assumait plus de fonctions gouvernementales depuis plusieurs années.]

Côte-d'Ivoire

● L'UNIVERSITE ET LES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE D'ABIDJAN ont été fermés vendredi 14 janvier en raison d'une « agitation » constatée depuis une semaine, suscitée, semble-t-il, par des sanctions disciplinaires prises à l'encontre de cinq étudiants. (A.F.P.)

Tunisie

M. BOURGUIBA RENOUVELLE PUBLIQUEMENT SA CONFIANCE A M. NOURA

(De notre correspondant.)

Tunis. — « Il y a longtemps que mes médecins me disent que mon devoir envers mon pays m'oblige à ménager mes forces et me contraindant à compter sur mes collaborateurs », a déclaré le président Bourguiba, à son arrivée à Tunis, le vendredi 14 janvier, après trois mois de séjour dans une clinique de Genève. « Je ne leur ai pas obéi alors, a-t-il ajouté, et je me suis retrouvé en octobre 1976 dans le même état que lors de la maladie qui avait provoqué mon départ aux Etats-Unis, en 1972. »

Devant les membres du gouvernement et du corps diplomatique réunis dans le salon d'honneur à l'aéroport, le combattant suprême, très ému, a « tenu à annoncer lui-même » sa décision d'obéir désormais à ses médecins. Sur la passerelle de l'avion, M. Bourguiba avait donné l'accolade à son premier ministre, M. Nour, qui lui avait chaleureusement renouvelé sa confiance, ainsi qu'à ses collaborateurs du gouvernement.

« Je n'ai cessé, a-t-il poursuivi, de lui adresser mes souhaits de réussite à chacune des entreprises que nous avons eues pendant mon séjour à Genève. »

C'est la troisième longue absence du président Bourguiba : en octobre 1969, il avait passé cinq mois à Paris en traitement, puis deux mois de convalescence à Genève ; en janvier 1972, il s'était rendu aux Etats-Unis, où il avait subi divers examens avant de retourner à Paris, où il était resté quatre mois.

Rappelons que M. Nour est non seulement premier ministre et secrétaire général du parti destourien, mais aussi, constitutionnellement, le successeur désigné de M. Bourguiba. — M. P.

Condamnant la Rhodésie

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ INVITE L'ONU A ACCORDER UNE AIDE ÉCONOMIQUE AU BOTSWANA

(De notre correspondant.)

New-York (Nations unies). — Le Conseil de sécurité a adopté vendredi 14 décembre, par 13 voix contre zéro et 2 abstentions (Etats-Unis, Royaume-Uni), une résolution qui « réaffirme la responsabilité du Royaume-Uni en Rhodésie du Sud » et « condamne les actes de provocation et de harcèlement, les meurtres et les kidnappings commis par le régime illégal de Rhodésie sur le territoire du Botswana ». Tenant compte des difficultés économiques rencontrées par le Botswana du fait des incursions rhodésiennes, la même résolution invite le secrétaire général à organiser, dans les plus courts délais, une aide économique au Botswana et à y envoyer une mission chargée d'évaluer les besoins de ce pays.

Le Botswana, petit pays enclavé entre la Rhodésie, la République d'Afrique du Sud et le Sud-Ouest africain (Namibie) est économiquement et politiquement le plus faible des cinq Etats qui composent le « front » anti-rhodésien, en raison de sa dépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud. En conséquence, le 22 décembre le Conseil de sécurité d'une plainte contre les incursions rhodésiennes, il voulait d'abord attirer l'attention du monde sur les difficultés très réelles que lui cause la guerre civile en Rhodésie, et ensuite se montrer aussi militant, face au régime rhodésien de Salisbury, que les autres pays du front. L'intervention du ministre des affaires étrangères du Botswana devant le Conseil de sécurité fut toutefois plus modérée.

Il a fallu près d'une semaine aux membres du Conseil pour s'entendre sur un projet de résolution. Les Africains voulaient y injecter le maximum de contenu politique. Les Occidentaux, en revanche, étaient soucieux de ne pas embarrasser la Grande-Bretagne. L. W.

LE MINISTRE, LE MEDECIN ET LE MALADE IMAGINAIRE.

Trop de dépenses de santé, trop d'arrêts de travail... vieille litanie parfaitement fautive.

C'est pourtant toujours ainsi que s'engage le débat sur la médecine. Pourquoi ?

Parce que dès qu'on aborde le reste, c'est l'angoisse devant la maladie et la mort, devant le pouvoir médical, son langage secret.

Nous ne voulons pas dramatiser, mais savoir.

Un médecin est donc allé parler avec Simone Veil, ministre de la Santé. En même temps, un malade imaginaire allait se faire soigner.

Dans le Nouvel Observateur, c'est cela qui vous est présenté.

Spécial santé : premier volet d'un grand dossier du Nouvel Observateur.

LE NOUVEL observateur

En vente dès aujourd'hui.

La TVA baisse ? alors, à La Redoute, les factures diminuent !

Quand vous commandez à La Redoute, vous êtes sûr de bénéficier de la baisse de la TVA. En effet, c'est automatiquement que cette baisse est appliquée sur toutes les factures.

La courte vie d'un foyer pour enfants et adolescents inadaptés

هكذا من الأصل

CARNET

Le Monde

aujourd'hui

... LE MONDE — 16-17 janvier 1977 — Page 9

UN CLUB

Alauda veut aller jusqu'au bout

REFAIRE le monde, transformer la société, à quinze ans, c'est banal. À quarante, ça l'est beaucoup moins. Les belles idées sont oubliées. Elles sont entrées depuis longtemps au musée des utopies.

Pourtant le Club Alauda (1) veut aller jusqu'au bout. Onze hommes d'horizons divers — pour la plupart employés de bureaux ou d'usines, amis par « un immense désir de faire quelque chose pour la France », viennent de fonder ce club. Son unique but : émettre des idées pour cultiver « la force et l'originalité » de notre pays. Le nom d'Alauda n'a d'ailleurs pas été choisi au hasard. « C'était le nom de la première légion gauloise » (2), explique le président du club, un chauffeur de taxi. « Cela montre que nous sommes attachés à nos racines. Nous voudrions d'ailleurs créer des villages gaulois dans tous les immeubles. Vous savez, chaque Français est un paysan. Il a un petit coin de terre dans le cœur. Mais pour mobiliser la France, il faut former la jeunesse, lui redonner un idéal. Pour cela, poursuit-il, nous voulons installer des bases omnisports. L'armée encadrerait les jeunes, comme chez les Chinois. Le sport, voilà le meilleur moyen de lutter contre le conservatisme français. »

La vie champêtre

Construire des « bases » coûte cher. Alors le club entend les financer par les bénéfices d'entreprises qu'il faudra créer dans un premier temps. Une société de taxi-motos à Paris ou encore une usine de voitures équipées de moteurs à eau. Folles ces idées ? Non, elles sont d'avant-garde. Chez nous, elles jaillissent sans arrêt.

Le programme est vaste, mais diffus. Des usines créées en co-opératives ouvrières aux bases

d'éducation sportive, le chemin passe aussi par la qualité de la vie. « Il faut être humaniste et transformer la société au service de l'homme. » Cela commence par le cadre de vie. « Je serais maire d'une ville, affirme le président, l'extirpation des chômeurs pendant quatre heures par jour, qu'ils baient les villes et qu'ils plantent des fleurs. »

Il faut retourner vers le vie champêtre. Par des minuscules diffusant des chants d'oiseaux dans les arbres de Paris, par des troupeaux de vaches et de moutons descendant les Champs-Élysées. Et pourquoi chaque Parisien ne ramènerait-il pas une livre de terre de la campagne, après chaque week-end ? En les groupant, on planterait des fleurs sur les avenues. On pourrait créer un « service national » non plus basé sur la défense, mais sur les travaux de la terre. Car, nous dit-il, il faut faire les joies, pendancer et aider les paysans. Le programme est écrit, planifié. Les deux premières « bases » sont prévues à Senlis et Fontainebleau. Il ne reste plus qu'à attendre les capitaux pour prendre le départ. D'ores et déjà, le club a fait quelques suggestions à l'administration : « Si vous sachiez tout ce qu'on a pu ramener, mais tout le monde s'en moque. Et pourtant, je suis sûr que, au fond d'eux-mêmes, beaucoup de gens pensent comme nous. »

MARIE-CHRISTINE VALLET.

(1) Club Alauda : 7, paro du Moulin-Neuf, 93240 Stains.
(2) Le mot « alauda », adopté par les Romains, est à l'origine du mot français alouette.

UN COURS

Réussir sa vie en quatorze leçons

« BONSOI, mes amis ! »

« BONSOI, mes amis ! » résonne en chœur quarante personnes sagement assises dans la salle de conférences de ce grand hôtel du centre. Au fond de la pièce se tiennent six assistants, hommes et femmes, anciens participants des cours que nous nommons ici les cours Erbelly. Ils aident bénévolement l'animateur et participent à l'organisation des séances.

Car l'organisation est le point fort des cours Erbelly. En effet, cet enseignement, mis au point il y a une cinquantaine d'années dans un pays anglo-saxon par Andrew Erbelly, a progressé et s'est implanté au fil des ans dans les grandes villes d'Europe occidentale. Les cours sont basés sur trois ouvrages écrits par Erbelly lui-même et régulièrement réédités : Comment devenir orateur, Comment gagner l'amitié et Éviter les soucis, qui vont devenir les livres de chevet des élèves auxquels on distribue, en outre, sept livres de synthèse dont les intitulés révéleront tout le programme : La clé secrète de la réussite. Un moyen simple et rapide de devenir un orateur. Comment se souvenir des noms. Comment obtenir les meilleurs résultats en conférence-débat. Comment se faire aimer de son auditoire. Le livre d'or des principes, extraits de Comment gagner l'amitié et Éviter les soucis. Enfin, Comment évaluer vos mérites personnels. Rien de moins.

Fais l'enthousiasme et tu seras enthousiasmé ! » clame à trois reprises, crescendo, André l'animateur, un quinquagénaire à lunettes, tiré à quatre épingles, remuant les bras en battements rapides, imité par les six assistants qui donnent l'exemple.

Fais l'enthousiasme et tu seras enthousiasmé ! » répètent ensemble les élèves debout, battant des bras.

La séance, qui commence toujours par une petite mise en train, peut s'ouvrir également par cette formule, prononcée avec vigueur et conviction :

« Je connais des gens qui ont dans la médiocrité et qui resteront dans la médiocrité. Pourquoi ? Je vais vous dire pourquoi ! Tout simplement parce qu'ils sont incapables d'agir ! »

Les cours, divisés en quatorze séances, qui ont lieu hebdomadairement de 19 heures à 23 heures, sont ouverts à tous, dans la limite toutefois des places disponibles car leur succès ne se dément pas. L'âge des participants se situe entre dix-huit ans et soixante ans, toutes les couches sociales étant pratiquement représentées malgré le prix imposé de 1200 francs par personne.

Chaque élève, constamment encouragé, soutenu, complimenté, mais jamais critiqué, prononcera chaque fois au moins une cause d'une durée d'une minute et demie à deux minutes suivant les cas. Les sujets se rattachent toujours à des événements vécus personnels, voire intimes, et les interventions suscitent en général l'émotion, le rire ou la colère. C'est ainsi que l'on pourra écouter Madeleine, une petite blonde joviale, conter d'une voix brisée le dernier Noël de son fils aujourd'hui disparu ; Jean-Yves, un grand jeune homme aux cheveux bouclés, son accident d'auto, alors qu'il jouait à inverser les plaques sur les pédales d'accélérateur et de frein ; ou Jacqueline, une jeune fille d'apparence effacée, qui raconte sa liaison avec un homme marié.

GUY TOZIA.

(Lire la suite page 15.)

Délinquance

GUY ET LES GARS

NOUS sommes assis l'un en face de l'autre, vers 11 heures du soir, dans un café de la rue de Crimée, tout en haut du dix-neuvième arrondissement. Guy a dix-neuf ans, il est brun, avec ses quarante-deux ans, un jean super-étroit, et sur la tête un bonnet de trappeur canadien à queue de fourrure. Autour de nous, les « gars », une bonne dizaine, avaient des plateaux de spaghetti en chahutant.

« Tu vois, dit Guy, j'ai deux chiens, un petit et un énorme. Gangster et Vagabond. C'est pas tellement pour moi, c'est pour les gars. Ils disent que mes chiens, ça leur remplace un peu l'amour qu'ils n'ont jamais eu. Ils se sentent aimés de mes chiens, et ça les émeut, l'attachement et la fidélité. Toi, je suppose, tu es eu de l'amour dans ton enfance et dans la jeunesse, et moi aussi d'une façon fantastique, mais, eux, on ne les a pas regardés vraiment, alors s'ils aiment mes chiens, ce n'est pas difficile à comprendre. »

« Ils me disent tout. Je sais tout ce qu'ils ont fait, tout ce qu'ils font, et souvent ce qu'ils vont faire. Leur confiance est totale. Il leur arrive de surgir chez moi en disant : « Guy, j'ai les flics au cul. » Alors, je vois ce qu'on peut faire. Je suis leur complice à cause de cette confiance, indirectement complice, bien entendu, et sans le vouloir ; mais, enfin, ayant choisi ce type de vie, j'en accepte les risques. Mes rapports avec la police sont moins que bons, les flics ont du mal à admettre mon rôle, et je n'ai même pas droit au secret professionnel. Mais je ne veux pas perdre la confiance des gars ; pour moi, c'est l'essentiel. »

Les gars avaient leurs spaghetti à toute vitesse. Il y a celui qui se

fait la tête de Johnny et qui porte son blouson clouté un badge avec la photo de son héros à dix-sept ans. Il y a le Noir avec ses cheveux-casque à l'air, il y a le petit tatoué aux yeux de velours, avec une boucle d'oreille, une seule. Il y a Paulo, la casquette vachement enfoncée, d'où s'échappent des mèches longues ; il y a le minet blond avec son beau col roulé en mohair ; il y a des boots effilées, des jeans seconde peau, des fermetures Éclair qui brillent dans tous les sens et toutes sortes de braques sur les poitrines dénudées.

Au fond du puits

« Je vis comme eux, dit Guy, j'ai pris leurs horaires. Je me couche chaque nuit vers 3 heures et je me réveille à 10 heures. L'équipe qui travaille avec moi. Le matin, on en voit beaucoup, certains ont passé la nuit dans la rue, d'autres ont dormi dans notre F3. Il y a toujours sept ou huit duvets pour eux. Ils apportent un journal, et on regarde ensemble les offres d'emploi. Ils se servent de mon téléphone, et ils appellent eux-mêmes les employeurs ; quelquefois, je parle à leur place, mais il faut qu'ils se débrouillent tout seuls. L'après-midi, je fais de l'entretien, des démarches administratives ou des visites aux prisonniers, Flurry-Mérolle, la Santé, Fresnes. Et puis, le soir, il y a d'autres gars qui débarquent. Nous en connaissons plus de trois cents, ici, dans le quartier, et nous travaillons avec cent cinquante. Alors, on va bouffer, et puis on écoute des disques chez moi, on lit les journaux ou on fait une « tournée », c'est-à-dire la tour des cafés pour en rencontrer d'autres. C'est un lieu d'échange privilégié. Chaque soirée est une improvisation. »

« Ce sont des piteuses, des humiliés, des piégés, des pas-regardés. Le petit tatoué, là, quand il veut rentrer chez lui, au bout de deux minutes, son père lui montre la porte depuis qu'il a été à Flurry. Il a dix-sept tentatives de suicide, à deux-sept ans... »

« Les gars sont au fond du puits, et moi, je suis simplement soldat de leur souffrance. Et la solidarité chez eux, vous n'en avez aucune idée dans vos milieux. Ils partagent les plaies, ils partagent l'argent, ils partagent tout. »

Les gars ont mis des pièces dans la juke-box et, pris par le rythme, ils dansent, chacun pour son déshonneur les uns devant les autres, la bouteille de bière ouverte dans la main. Ils se prennent par les épaules, se cognent les têtes, se défilent du poing ou du pied, s'empoignent et se marrent en hurlant, tandis qu'au bar deux ou trois Arabes, qui ont l'habitude, les regardent à peine...

Du mercurochrome sur les plaies

« Il faut être là, continue Guy, pendant les années qu'on leur donne, disponibles. Quand tu fais ce boulot, tu t'y plonges en entier. De temps en temps, la fatigue survient et trop forte, alors je décroche et je vais passer deux jours chez les moines pour me retrouver. Après, ça va. Finalement, au début, j'ai eu l'impression de changer leur vie ; maintenant je sais que c'est surtout eux qui ont changé la mienne. J'ai pris leur langage, j'ai adopté certaines de leurs lois, par exemple, la franchise, la netteté, la solidarité jusqu'au bout. Tout ça, c'est bon, mais écoute, l'essentiel, pour moi, c'est ceci : je refuse d'être un des éboueurs de notre société, je ne suis pas le spécialiste de la délinquance, c'est l'affaire de tout le monde. Je lutte afin de compromettre le maximum de gens dans cette tâche et d'abord ici dans le quartier. Il faut aller ensemble aux racines de la délinquance et commencer par le commencement : l'habitat humain, le travail déshumanisant, et le trio qui est à la tête de tout. C'est un engagement personnel, et collectif, et politique qui les aidera à vivre debout, par eux-mêmes, sans qu'ils soient d'éternels assistés pour notre bonne conscience. Sinon, qu'est-ce qu'on fait là ? On met du mercurochrome sur des plaies béantes... »

Guy est un prêtre et un éducateur de rue. Depuis onze ans. Il estime qu'il est un privilégié : « Avec eux, dit-il, j'ai rencontré l'Église des pauvres, et la vie mieux l'Évangile. »

OLIVIER RENAUDIN.

Au fil de la semaine

C'EST André Malraux qui, le premier semble-t-il, a parlé il y a une quinzaine d'années de la « politique politicienne ». La formule a vite fait fortune. Chacun désormais en use, et parfois en abuse. Elle désigne en vrac les jeux et les débats des partis, les querelles, rivalités et manœuvres des hommes politiques et même par extension, le fonctionnement des institutions et les affrontements électoraux. Il va sans dire que ce sont là des mots qu'on ne prononce que du bout des lèvres, ou mieux avec ironie, ou pire avec mépris et dégoût.

À côté de cette politique des politiciens, on entend souvent invoquer la « nouvelle politique ». Le terme est ambigu, et il est utilisé en deux sens très différents, opposés même.

Il recouvre d'abord la politique plus subtile que choisie qui est faite pour — et non par — les hommes quelconques, d'avantage sujets que citoyens, pour nous tous en un mot. Cette politique envahit bon gré mal gré notre vie quotidienne ; elle est accueillie généralement avec résignation, mais tantôt aussi, les jours ordinaires, avec une sourde irritation, tantôt enfin, et plus rarement, avec colère ; ou alors dans des circonstances tout à fait extraordinaires et pendant un instant privilégié qui ne se présente guère que tous les vingt ou trente ans, dans une sorte d'annuité fiévreuse, de fugace communion nationale.

Cependant, la « nouvelle politique », c'est aussi, à l'inverse, une sourde espérance. Oh ! ses contours sont flous, sa nature difficile à saisir, son contenu plus vague encore. Elle procède, chez les jeunes surtout, de la certitude qu'il existe sûrement d'autres façons d'administrer les hommes et de gérer le bien commun que celles qui sont mises en œuvre dans le monde d'aujourd'hui, à l'Est comme à l'Ouest ou ailleurs. Elle se réfère confusément, cette espérance, à l'image idéale, utopique bien sûr — mais l'utopie, n'est-ce pas tout simplement un avenir rêvé qui console d'un présent mal vécu ? — d'un univers de paix, de liberté et de fraternité, où la seule arme serait l'amour et dont le but se nomme simplement le bonheur.

« Politique politicienne », « nouvelle politique » imposée ou au contraire idéalisée. Hélas ! il y a aussi une troisième politique, et présente en France, nous sommes, si l'on ose dire, dedans jusqu'au cou.

Cette politique-là, elle se développe dans l'ombre et le mystère, à l'abri des regards du bon peuple et même à l'insu, pour une large part, des politiciens. La partie se joue entre gens du même monde, le beau, le grand et parfois le demi, une main sur la portefeuille, l'autre sur l'épée. Ici, pas de cadeaux, pas de quartiers, ni d'idées ni sentiments ; l'argent, la puissance, le pouvoir, sont les seuls moteurs, les seuls objectifs.

Les hommes qui se côtoient et se mêlent parfois dans cet étrange univers souterrain n'auraient dû, en principe, jamais se rencontrer, encore moins travailler ensemble. On y trouve, pélemêle, des agents secrets et des financiers, des policiers vrais ou faux et des truands de bas étage, des aventuriers perdus de dettes et de crimes et des militants politiques purs, ardents et déterminés, des trafiquants d'armes, voire de drogue ; et parfois — rarement il est vrai — des personnalités de premier plan auxquelles leur nom, l'importance de leurs affaires, les responsabilités qu'elles portent ou ont portées, leurs mandats et leurs fonctions, confèrent une façade de respectabilité apparemment inattaquable.

Il convient, certes, d'éviter toute généralisation hâtive, tout jugement sommaire. Confondre dans un même soupçon tous les financiers et tous les policiers, les militants de tous bords et les hommes d'affaires en tout genre, les « importants » de tout milieu et une foule de personnalités, les rejeter en bloc dans un même enfer, serait évidemment absurde. Les convictions, le sens du devoir, le service de l'Etat, le dévouement ou bien public, la rigueur morale, le soul de l'intérêt national ou collectif, tout cela existe, heureusement, dans ces milieux-là comme ailleurs. De même il serait vain et dangereux de vouloir chercher le ressort secret de tout événement dans des actions occultes, de louches complications, d'obscur mais redoutables combinaisons, en privilégiant systématiquement et aveuglément ce type d'explication.

LES TROIS POLITIQUES

par

PIERRE VIANSSON-PONTE

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER



Perfide B.B.C.

Les Allemands qui vivent en Grande-Bretagne sont stupéfaits de la manière dont leurs compatriotes sont dépeints dans les nombreuses émissions que la télévision britannique consacre à la dernière guerre, rapporte le *DAILY TELEGRAPH*.

Selon le quotidien anglais, un correspondant de la radio allemande basé à Londres, Karl Heinz Wöcker, juge cette façon de faire « particulièrement perfide après la manière dont les Allemands se sont ingéniérés à favoriser l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne (...) ».

M. Wöcker admet cependant qu'il est peu probable qu'un homme d'affaires de Manchester qui passe ses soirées à regarder ces émissions en détresse qu'il doit immédiatement annuler la commande qu'il vient de passer à Munich pour la télévision de Milan (...). Pourtant, on aurait tort de considérer ces émissions comme aussi innocentes que des westerns (...).

Par exemple, estime M. Wöcker, « chaque fois que des journalistes britanniques discutent à la radio ou à la télévision du système de représentation proportionnelle qui existe en République fédérale d'Allemagne, ils manifestent à son encontre tous les signes du dégoût physique et de l'horreur intellectuelle ».

Cependant, « des efforts certains sont faits pour expliquer l'Allemagne contemporaine aux Britanniques. De sorte qu'on peut espérer que l'image traditionnelle de l'Allemand — Frankenstein — a de bonnes chances de s'effacer dans l'avenir ».

Newsweek

Les économies de Svetlana

Selon l'hebdomadaire américain *NEWSWEEK*, « Svetlana Peters, la fille de Staline, a appris quelques-unes des dures leçons du capitalisme depuis qu'elle a quitté l'U.R.S.S. il y a dix ans. Elle a gagné plus d'un million de dollars (5 millions de francs) avec ses deux frères. Vingt lettres à un ami et en une seule année. Mais, de ce pactole, il ne lui reste que 200 000 dollars (1 million de francs). Elle attribue cette situation à de mauvaises investissements dans l'agriculture et à un manque total du sens des économies ».

« Les bonnes ménagères américaines font leurs achats dans les soldes, raconte-t-elle. Moi je n'ai jamais appris cet art. Et il est trop tard pour que je puisse me rattraper. » Svetlana a décidé d'investir sa fortune d'une façon plus réaliste et espère pouvoir mener une vie raisonnablement confortable de grande bourgeoisie, à moins qu'elle ne fasse encore des dépenses folles.

« La fille de Staline a divorcé de son troisième mari, l'architecte William Peters. Elle habite en Californie, avec sa fille de cinq ans, Olga, une villa avec piscine qui lui a coûté 60 000 dollars (300 000 francs). »

L'OPINION

Les « trottoirs de la bricole »

Le quotidien marocain *L'OPINION* trace ce mélancolique tableau des petits métiers qui s'exercent à Rabat :

« Sous-alimentés, à des centaines de kilomètres de leur femme qui a peut-être divorcé, les bricoleurs en tout genre qui ont échoué sur les trottoirs de la capitale ne pensent qu'à une chose : l'école pour leurs enfants. Ils sont des centaines à proposer leurs services quotidiennement, peintres, menuisiers, plombiers, jardiniers d'occasion, assis sagement non loin de Bab-Et-Ed, dès 7 heures du matin.

« Assis à terre, il parle sans lever la tête : « J'habite Douar-Doum. Je suis là dès 7 h du matin. La misère m'a tout appris dans cette vie. Je peux peindre, faire le maçon, réparer une panne électrique. Je peux même faire la lessive. Le jour où j'arriverai à trouver un emploi, je pourrai gagner jusqu'à 1 200 centimes (13 francs français). J'espère de ne pas tout dépenser, car il est très probable que le jour d'après, je ne trouverai rien à faire. A 8 heures, à midi et le soir, je m'offre un demi-pain et un verre de thé. Je n'ai qu'un seul enfant qui n'a pas encore atteint ses quatre ans. Pour le moment, il est avec sa mère à El-Rhamma, dans la région de Marrakech. Certains mois, j'arrive à envoyer 50 dirhams (1 dirham = 1,10 F) à ma femme. Ma belle-mère vit avec nous et elle pousse sa fille à me faire des scènes chaque fois que j'apparais là-bas. Je n'ai encore que trente-cinq ans, mais je n'ai plus d'espoir dans l'émulation de ma situation. Cela fait un an que je n'ai pas changé de vêtements. Ce n'est pas avec toutes ces difficultés que j'arriverai un jour à être mieux placé dans la société comme ceux qu'on voit passer devant nous tout et tout. Ça fait deux mois que je n'ai rien pu envoyer à ma femme. Je ne sais même pas comment elle se débrouille. Peut-être a-t-elle dû vendre l'un des deux tapis que nous possédions et qui constituaient toute notre fortune. Si elle n'écoute pas sa mère pour aller se remarier un de ces jours ! »



Pour un vrai mariage démocratique

Le quotidien des jeunes communistes, la *KOMSO-MOLSKAYA PRAVDA*, se fait l'écho des préoccupations d'un psychologue M. Nalchadjan, qui souhaite la création d'un « Service national des mariages ».

Pour M. Nalchadjan, ce sont « la recherche excessive de la jeunesse et l'ignorance sexuelle » qui constituent les plus grands dangers qui menacent les mariages des jeunes Soviétiques. Pour le psychologue, seul « le véritable amour, lieu de la communication spirituelle et affective, et non l'attraction sexuelle primitive », peut assurer la félicité conjugale. Mais « seuls les individus ayant une tournure d'esprit démocratique peuvent espérer y parvenir, contrairement à ceux qui sont affligés d'un caractère autoritaire. Ceux-là utilisent l'amour pour assouvir leur soif de puissance ».

L'institution d'un Service national des mariages permettrait, juge M. Nalchadjan, « d'accroître le nombre des familles stables et le taux de natalité. Nous avons toutes les bases scientifiques pour mettre en œuvre ce projet. Ce n'est plus qu'une question d'organisation ».

Lettre des monts Usambara

Le souvenir de Kaiser-Wilhelmstal



« Il n'en reste pas grand-chose », raconte le vieil Allemand, sans aigreur.

Il est né sur place, en 1909. Il se rappelle la première visite du général von Lettow Vorbeck, cet officier allemand qui, jusqu'à l'armistice de 1918 et avec succès, avait imposé aux Britanniques d'Afrique orientale ce que l'on considère comme « la dernière guerre des gentilshommes ». « J'avais alors sept ans. Sa Ford, un modèle T, est tombée en panne juste en face de cette maison », dit l'ancien fermier. Cela se passait en 1916. « Quand von Lettow est revenu en Tanzanie, voilà une douzaine d'années, des dizaines de milliers d'anciens Askaris (les soldats africains engagés par les Allemands) s'étaient alignés sur la route du port de Tanga pour le saluer », raconte-t-il.

Les monts Usambara n'appartiennent pas à l'Afrique des grands lacs. Ils forment plutôt une oasis de fraîcheur et de cultures qui domine la plaine côtière de Tanga, face à l'île de Pemba. Le président Nyerere, « mwalimu ou le maître d'école », comme l'appellent familièrement les Tanzaniens, vient assez régulièrement s'y reposer dans une propriété de style néerlandais qu'il avait autrefois fait construire les gouverneurs britanniques. Mais les autres visiteurs, de Dar-Es-Salaam et de Tanga, se font de moins en moins nombreux. Le Lawrie Hotel de Lushoto n'est plus qu'un maigre restant d'un brillant et bien agréable passé avec ses peintures décolorées, ses meubles qui sentent la poussière et l'humidité, ses tables vides et son billard au tapis vert décoloré. La colonisation d'estompe. En bordure de la ville, quelques bungalows bien alignés et nets derrière un grillage flamboyant rappellent que la « coopération » et l'aide internationale ont pris, il y a quelques années, le relais. Des Norvégiens refont des pistes de montagne.

LUSHOTO s'appelait Kaiser-Wilhelmstal avant que la Société des Nations, en 1922, confie officiellement la Deutsch Ost-Afrika aux Britanniques qui l'administrèrent jusqu'en 1961. Fille de l'un des deux premiers missionnaires allemands envoyés dans les montagnes bleues au siècle dernier, « car il y avait trop de courtoisie islamique sur la côte », explique-t-elle, « demeurée de soixante-seize ans engagée dans une campagne solitaire de forstation, un dit encore Fraulein, dans son cas, parmi les derniers Allemands des monts Usambara. — Mlle Wohlrabe se souvient d'une époque « où les jeunes filles manquaient tant que des jeunes hommes pouvaient annoncer leurs fiançailles à la ronde sans en avoir même prévenu l'intéressée ».

Elle raconte comment telle ou telle colline, aujourd'hui nue, était boisée. « Quand l'exploitateur paysan que j'étais continuait à couper le bois sans replanter, leurs enfants n'auraient plus rien, ils rient et me demandent comment, moi, je peux lire l'avenir », dit-elle. « Les exemples du Tchécoslovaquie et du Sahel n'ont pas de sens ici, on est trop loin », ajoute-t-elle. Elle mène sa campagne en prélevant un peu d'argent sur la pension mensuelle de 500 marks que lui verse Bonn et avec l'aide d'un ancien ami de son père, un Africain, âgé aujourd'hui « d'environ cent ans », dit-elle.

Bismarck, peu tenté par l'aventure coloniale, s'y était cependant résolu lors du congrès de Berlin (1884-1885). Une administration rude, « de la discipline », reconnaît l'ancien fermier allemand de Lushoto en racontant la terrible répression, en 1905-1906, de l'insurrection des Maji-Maji. « Le bilan de la Deutsch Ost-Afrika n'en reste pas moins remarquable pour l'époque », en juge cependant le journaliste Sylvain Urte, avant d'ajouter : « En moins de vingt-cinq ans, les bases d'un profond changement économique étaient jetées : 1 250 kilomètres de chemins de fer reliant Dar-Es-Salaam à Kigoma (sur Tanganyika) en 1914 ; des plantations de sisal, café, arachides, coton, hévéa, employaient 172 000 salariés, et les premières coopératives africaines avaient fait leur apparition ; en outre, 100 000 élèves étaient scolarisés en langue vernaculaire... ».

L'administration obligeait les missionnaires à enseigner le swahili », rappelle, de son côté, l'ancien fermier.

DANS les monts Usambara, les premières automobiles ne se sont pas contentées de créer de petites paniques. « Elles ont apporté de la plaine les premiers moustiques et la malaria », poursuit-il. Aujourd'hui, pour rendre visite à un voisin, entre planteurs allemands, il fallait souvent une bonne journée à dos de cheval. « On restait deux semaines », dit-il. Le vieux couple se souvient aussi de la seconde guerre mondiale, la déportation et les sept années de détention dans des camps de regroupement en Rhodésie. Ils en parlent peu, comme s'il s'agissait d'une parenthèse malencontreuse. Et puis, en 1947, ils ont retrouvé cette baraque de début du siècle, seul lieu réel de vie.

Depuis la nationalisation de leur ferme, voilà quelques années, ils vivent d'un atelier de garçage qui tourne bien. « Mais les Africains ne paient pas », dit-il. On se voit entre expatriés de la région. Deux prêtres catholiques, autochtones et qui ont encore de bonnes saucisses bavaroises », les gérants d'une ferme de mission. Petite communauté européenne de deux douzaines de personnes, établie sur une cinquantaine de kilomètres de montagne. Éloignée par le monde qui l'entoure. Un monde qui, à ses yeux, se dégrade un peu plus chaque année, fait de

petits fonctionnaires incompétents ou peu capables, en tout cas, de comprendre ce qu'on leur demande. La farine, le sucre, l'huile ? Les produits de base se font rares quand ils ne sont pas introuvables. « Même du temps des Anglais, les produits essentiels ne manquaient pas », en juge l'épouse allemande d'un gérant de ferme.

A l'heure où les trois-hiboux commencent enfin à voir un peu, le vieil homme semble perdu dans ses songes. Un nouvel étiole du colonialisme ? « Non », répond-il, nous étions durs, mais pas méchants ; parce que nous voulions que les Africains apprennent quelque chose. « Et d'ajouter : « Ce qui voulait dire qu'ils soient capables de nous rendre davantage service. » La leçon, il n'en est pas dupe : « Au Tanganyika, les Allemands ont provoqué, en vingt ans, un gros impact, mais si vous voulez me demander quelle a été la puissance coloniale qui a eu l'influence la plus positive en Afrique, le crois devoir vous répondre qu'elle ont toutes échoué. » Amers ? « Non, seulement un peu triste », rétorque gentiment l'ancien fermier allemand devenu garçage, au moment où le soleil se couche sur Lushoto, ex-Kaiser-Wilhelmstal, à deux heures de piste de montagne de l'axe Dar-Es-Salaam-Nairobi, le dos tourné à sa fenêtre, le regard penché sur un papier jauni qu'il finit par reposer sur une pile dont le volume n'a énormément pas changé depuis de longues années. L'heure du détachement.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

ITALIE

LE TRAIN DES CARDINAUX

VÉRITÉ en deçà des Alpes, erreur au-delà. Quand un cardinal prend le train en France, il paye son billet comme tout un chacun et se mêle aux autres voyageurs plus ou moins incognito. En Italie, les princes de l'Eglise ne sont pas seulement titulaires d'une carte leur permettant de faire autant de voyages gratuits qu'ils le désirent (1), mais encore peuvent demander qu'un compartiment distinct leur soit réservé. A noter que cet avantage ne figure pas dans le concordat, dont la révision va être entreprise, mais il va évidemment dans le sens de son esprit.

Un sondage serait actuellement en cours parmi les cardinaux pour savoir s'ils seraient disposés à renoncer à ce privilège. Peut-être que l'Eglise italienne pourrait en contrepartie supprimer des voyages gratuits pour les indigents : voilà qui serait évangélique. — H. F.

(1) Les parlementaires italiens jouissent des mêmes avantages. En France, leurs homologues ont droit à trente aller et retour gratuits entre Paris et leur circonscription et à six aller et retour hors de leur circonscription par an. En outre, ils ont une carte d'abonnement S.N.C.F.

DANEMARK

La vie, le bien le plus précieux

METTE FOG-PEDERSEN, une des adversaires les plus irréductibles de l'euthanasie, est morte récemment au Danemark à l'âge de soixante-cinq ans. A la fois par ses écrits et son propre exemple, elle avait participé de façon particulièrement active — voire passionnée — au débat sur « le droit des incurables de se voir accorder une mort méritoire » qui s'est poursuivie en Scandinavie cette dernière décennie.

Espouse d'un ancien ministre des cultes, aujourd'hui consul général à Flensbourg, cette mère de trois enfants avait, jusqu'à la cinquantaine, mené une existence bien remplie à l'université populaire de Roeding que dirige longtemps son mari et où elle enseigna elle-même tout en veillant à l'administration de l'économie.

Atteinte en 1964 d'une myasthénie aiguë, rapidement incapable de bouger, de manger seule et même de parler, elle n'était plus maintenue en vie depuis 1966 que par un poumon d'acier. Malgré cela, faisant face à l'épreuve avec une énergie farouche, elle avait réussi non seulement à garder un contact étroit et constant avec le monde extérieur grâce à la radio et à la télévision, mais aussi à publier huit livres qui ont été des best-sellers au Danemark. Ses ouvrages, elle les avait dictés lettre par lettre à ses infirmières à l'aide d'un système de Morse qu'elle avait inventé, en frappant sur un carton de légères coups du bout des doigts — les seuls mouvements qu'il lui était encore possible de faire.

Dans les premiers elle évoquait sa jeunesse et ses expériences familiales et professionnelles passées. Les suivants sont des essais et des méditations sur des sujets

d'actualité et sur sa situation d'allongée sans espoir de guérison. Le dernier en date, *Solitude*, traitait non de sa propre solitude de malade, car c'est là un sentiment qu'elle affirmait n'avoir jamais éprouvé, y compris à ses heures de plus grandes souffrances, mais de celle qui, s'il faut en croire les statisticiens, les psychologues et les médecins, frapperait la majorité de ses compatriotes au jourd'hui. A tous ceux-là elle reprochait amicalement de n'avoir jamais réussi à s'intéresser à quelque chose de précis et de passer les yeux fermés à côté des richesses de la vie.

« Tant qu'elle nous est donnée... »

Cette vie, elle devait à maintes reprises, chaque fois que rebondissaient les discussions sur le problème de l'euthanasie, assurer au fil d'interventions diverses et parfois instantanées n'avaient souhaité en être délivrée. « La vie est sacrée pour moi », déclarait-elle ainsi en 1972 au quotidien *B. T.* nous avons le devoir d'en traverser tous les aspects tant qu'elle nous est donnée », et elle ajoutait, non sans ironie : « Si l'euthanasie était légale, je pense que j'aurais déjà été exécutée ad patres depuis longtemps. »

Juste avant sa mort, elle était parvenue à terminer cinq causeries sur ce thème que la radio danonaise diffuse en novembre aux émissions religieuses du réveil. Mette Fog-Pedersen avait reçu d'innombrables lettres de lecteurs inconnus la remerciant de l'aide morale que ses écrits et son témoignage leur avaient apportés.

CAMILLE OLSEN.

une nouvelle collection de sémiotique

SEMIOSIS

- ESSAI DE SEMIOTIQUE VISUELLE par R. LINDEKENS 80 F.
- LINGUISTIQUE ET LOGIQUE NATURELLE par G. LAKOFF 44 F.
- LA SYNTAXE NARRATIVE DE TRAGÉDIES DE CORNEILLE par T.G. PAVEL 60 F.

Sous la direction de Claude CHABROL et Jean-Pierre GODEFROY, SEMIOSIS est une nouvelle collection vouée au développement d'une SEMIOTIQUE GÉNÉRALE. Elle s'inscrit dans une perspective épistémologique et méthodologique qui se situe à la fois entre la linguistique et la philosophie, entre la psychologie et la sociologie, entre la science et l'art. Elle est destinée à tous ceux qui s'intéressent à la communication, à la culture, à la société.

chez votre libraire ou chez l'éditeur

11, RUE DE LILLE 75007 PARIS

Une bourse d'émission

À l'occasion annuelle du bureau de l'Union internationale de la radio et de la télévision (UIT), à Paris, le 12 janvier, la Commission de Radio-Télévision de l'Assemblée Générale de l'UIT a élu M. Claude Chabrol, directeur de Radio-France, à la présidence de l'UIT pour l'année 1977. Les membres du bureau international ont approuvé la nouvelle charte de l'UIT pour l'année 1977, et ont élu M. Claude Chabrol, directeur de Radio-France, à la présidence de l'UIT pour l'année 1977. Les membres du bureau international ont approuvé la nouvelle charte de l'UIT pour l'année 1977, et ont élu M. Claude Chabrol, directeur de Radio-France, à la présidence de l'UIT pour l'année 1977.

des cotisations demandent d'être versées à la Commission de Radio-Télévision de l'Assemblée Générale de l'UIT. Les cotisations doivent être versées à la Commission de Radio-Télévision de l'Assemblée Générale de l'UIT, 11, rue de Lille, 75007 Paris.

À l'occasion de la réunion de l'UIT, à Paris, le 12 janvier, la Commission de Radio-Télévision de l'Assemblée Générale de l'UIT a élu M. Claude Chabrol, directeur de Radio-France, à la présidence de l'UIT pour l'année 1977. Les membres du bureau international ont approuvé la nouvelle charte de l'UIT pour l'année 1977, et ont élu M. Claude Chabrol, directeur de Radio-France, à la présidence de l'UIT pour l'année 1977.

هكذا من الأصل

SUR EUROPE I

« Voyages dans le cosmos »

Wilhelmstal

chaîne une image plus « encyclopédique », n'ont pas dédaigné cette science. L'astronomie : c'est la discipline qui a permis à l'humanité d'acquiescer à la notion d'un cosmos à l'échelle de milliards d'années-lumière, d'observer la naissance et la mort d'étoiles, de découvrir les milliards de milliards d'étoiles qui peuplent l'univers. C'est aussi la science qui a permis à l'humanité d'acquiescer à la notion d'un cosmos à l'échelle de milliards d'années-lumière, d'observer la naissance et la mort d'étoiles, de découvrir les milliards de milliards d'étoiles qui peuplent l'univers.

dira-t-il ? Et en saura-t-on davantage sur les OVNI après avoir entendu les témoignages de ceux qui y croient et en ont vu ? « Qu'importe », dit le professeur Jean-Claude Pecker : « Si tout cela ne sert à rien, tant pis. C'est beau. »

en images

« **ESPACE MUSICAL** »

La musique comme travail concret

ITALIE

VICTORIAN LITERATURE, THE
LITERATURE OF THE
NINETEENTH CENTURY, WAS
A TIME OF GREAT
CHANGE AND GROWTH.
THE LITERATURE OF THE
PERIOD WAS CHARACTERIZED
BY A NEW SENSE OF
HISTORY AND A NEW
CONSCIOUSNESS OF THE
PAST. THE LITERATURE OF
THE PERIOD WAS
CHARACTERIZED BY A
NEW SENSE OF
HISTORY AND A NEW
CONSCIOUSNESS OF
THE PAST.

[illegible]

Le renouveau de l'URTI

Une bourse d'émissions hautement culturelles

hollandais, né à Haarlem en 1415, et qui fut élu en 1460, nommé peintre officiel de la ville de Louvain, celui à qui l'on attribue Retable du Très Saint Sacrement, une Adoration des mages, et qui réalisa pour l'hôtel de ville de Gand une « série » consacrée à la justice d'Othon.

André Delvaux, en amoureux du fantasme, a ressenti sa peinture avec le tempérament d'un Flamand authentique. Il a vécu avec des images, d'autres images, celles du cinéma, les mêmes, vivantes, collées

Mais la production télévisée ne constitue pas l'essentiel des activités de l'ORTL. Traditionnellement, cette organisation internationale d'origine française avait une vocation à radiophonique. C'est toujours vrai, ainsi en 1977, trois cent vingt programmes de radio seront-ils confiés à l'ORTL. A la maison de Radio-France, on se chargera comme avant de multiplier les bandes, de répartir les émissions après les avoir éven-

Structure d'échanges, l'ORTI pourrait aussi représenter pour les organismes intéressés une sorte de stimulant, l'occasion permanente d'un « concours international » pour l'amour de l'art : « A la maison, il y a du gâteau », c'est la phrase qui revient en refrain dans le film d'André Delvaux.

M. L.-B.

Concurrence

LES RAPPROCHEMENTS de PIERRE BOUTELLER

EN février dernier disparaissait des programmes de FR 3, sous la pression affirmée et réaffirmée des dirigeants de cinéma (« Le Monde » du 26 février 1976), la version télévisée de l'émision « Le masque et la plume » : « Il est contraire à la déontologie professionnelle qu'un entrepreneur de spectacles artistiques devant le public qu'il rassemble un spectacle présenté par un concurrent », déclarait alors la commission chargée par le conseil supérieur du cinéma et du petit écran.

C'est aujourd'hui sur Antenne 2 (qui diffuse au moins quatre films chaque semaine) la "disco' d'or" d'Ecran blanc et rideaux rouge, le magazine du théâtre du cinéma produit par José Artur et par Pierre Bouteiller, qu'ont choisi, samedi des dimanches de la chaîne, les projets de Jacques Martini — projets encore en voie de réalisation du fait de la grève des artistes-interprètes. Et si, dans "Ecran blanc et rideaux rouge", il est rare que l'actualité cinématographique donne lieu à un semblant de débat critique, c'en est, cette fois, bel et bien fini.

C'est pourquoi Pierre Boutellier ne peut — comme il dit — « s'empêcher de faire des rapprochements » entre les « recommandations affectueuses » que prodiguent naguère avec insistance, certaines associations professionnelles et la disparition de son émission. Quant à José Artur, il pariera encore de théâtre sur Antenne 2 le dimanche après-midi : en direct de l'Empire et sous forme de jeu télévisé.

A. R.

CATHERINE HUMBLLOT:

★ Chaque dimanche, FR 3, 17 h. 50

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 01
C.C.P. 4307-32

ABONNEMENTS

mols 6 mols 9 mols 12 m

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
98 F. 173 F 252 F 330

**TOUS PAYS ETRANGERS
PAR VOIE NORMALE**

18 F 15 F 523 F 690

STRANGER.

(par messageries)
— BELGIQUE - LUXEMBOURG

PAYS-BAS - SUISSE
25 F 230 F 335 F 440 F

II. — TUNISIE
61 F 305 F 448 F 590

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient :

Lequel postal (autre volet) vous
ont bien joindre ce chèque
ur demande.

Changements d'adresse de
titres ou provisoires (de)

maines ou plus) : nos abon-
nt invités à formuler le
grande une semaine au mo-

Joindre la dernière page

Envoi à toute correspondance
Veuillez avoir l'obligeance

**digiter tous les noms propres
en capitales d'imprimerie.**

فكذا من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

SÉCURITÉ SOCIALE

Il faut combattre un « état d'esprit général d'irresponsabilité »

préconise un pré-rapport du haut comité médical

La réforme du financement de la Sécurité sociale n'est pas seulement un problème de gouvernement mais de comportement général de tous les Français. « Il s'agit de redonner à tous le sentiment de leurs responsabilités », a déclaré M. Christian Baulieu, ministre du travail, jeudi 13 janvier, devant les patrons chrétiens. Le ministre reprend ainsi, en termes beaucoup plus modernes, les suggestions de M. Robert de Vernejoul, qui, au nom du haut comité médical, dont il est le président, lui a remis récemment un pré-rapport que le ministre a annoncé le 12 janvier.

Le véritable rapport de M. de Vernejoul sur la Sécurité sociale ne sera remis au ministre du travail qu'au printemps. Mais, dans la courte introduction que M. de Vernejoul a remise au ministre du travail et le petit dossier du docteur Sourin, les suggestions de M. de Vernejoul, qui, au nom du haut comité médical, dont il est le président, lui a remis récemment un pré-rapport que le ministre a annoncé le 12 janvier.

Quatre groupes de travail

Pour préparer la rédaction du rapport final, le haut comité médical a mis en place quatre groupes de travail dont les thèmes de réflexion illustrent le souci de M. de Vernejoul de s'attaquer aux abus : le premier groupe devra évaluer qualitativement et quantitativement l'évolution des soins en France ; le deuxième devra analyser les raisons des excès des dépenses hospitalières (gaspiage des médicaments, multiplication exagérée des examens de radio et de biologie, séjour prolongé dans les lits, etc.) ; le troisième devra traiter de la consommation médicale courante et portera notamment sur les dangers d'une consommation sans discernement

EMPLOI

Situation stationnaire du chômage en décembre

« Les mesures mises en place par le gouvernement ont eu pour effet de contenir le nombre des demandeurs d'emploi, en dépit d'une situation économique difficile et d'un ralentissement général des économies développées », a déclaré M. Christian Baulieu, vendredi 14 janvier à Paris, où il rencontrait les chefs des centres régionaux de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE).

Le ministre du travail, qui commentait ainsi les données statistiques du chômage en décembre, a ajouté : « Nous assistons depuis quelques semaines à une reprise de la confiance. C'est là un élément positif qui pourrait nous permettre de voir s'améliorer la situation. » En fait, la situation de l'emploi est stationnaire, c'est-à-dire qu'elle reste très préoccupante. Les demandes non satisfaites ont en effet légèrement baissé en décembre, par rapport à novembre (1 036 900 contre 1 041 300, soit - 0,4 %), comme en données corrigées des variations saisonnières (938 900 contre 931 400, soit - 0,8 %). Le même phénomène

La direction de la SNIAS confirme la suppression de mille cinq cent cinquante emplois

M. Jacques Mitterrand, président de la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS), a présenté au comité central d'entreprise, réuni vendredi 14 janvier à Paris, les premières données de la situation de l'emploi. Selon le communiqué publié à l'issue de la réunion, ce plan se fixe cinq objectifs : 1) Atteindre une certaine autonomie de programmes et de décisions ; 2) Confirmer le rôle de la SNIAS aérospatiale comme un des « grands » sur le marché mondial des hélicoptères ; 3) Pourvoir le développement des marchés en matière d'engins tactiques, particulièrement sur le plan européen ; 4) Maintenir le rôle joué dans le secteur des hélicoptères ; 5) Restaurer la place de l'aérospatiale dans le domaine des avions.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

LA GRÈVE DANS LE SECTEUR PUBLIC

La direction de l'E.G.F. a fait de nouvelles propositions aux syndicats

Pratiquement paralysée par le plan Barre, la politique contractuelle sur les salaires peut-elle redémarrer avec les propositions que les directeurs généraux de l'E.G.F., MM. Boiteux et Alby, ont faites, le 14 janvier, aux représentants du personnel ?

La dernière convention salariale du 10 décembre 1973, dans cette entreprise avait été la « locomotive » des accords qui, progressivement, allaient couvrir quelques 3 millions de salariés des secteurs public et nationalisés. De même, le nouveau projet qui vient d'être ébauché traduit de façon concrète les intentions gouvernementales, jusqu'alors ambiguës, à l'égard des salariés de l'Etat.

C'est ce qu'exprime la proposition de M. Boiteux, mise sous presse le 14 janvier, et qui vise à trois formules sophistiquées (1), l'une tenant compte de la production, l'autre de l'évolution de l'indice officiel des prix et la dernière des résultats spécifiques de l'E.G.F. Le système à l'avantage de ne placer aucun obstacle théorique à la progression du pouvoir d'achat, ce qui répond à une préoccupation majeure des salariés, mais qui, en même temps, ne laisse pas de bloquer la progression de l'indice officiel des prix et la dernière des résultats spécifiques de l'E.G.F. Le système à l'avantage de ne placer aucun obstacle théorique à la progression du pouvoir d'achat, ce qui répond à une préoccupation majeure des salariés, mais qui, en même temps, ne laisse pas de bloquer la progression de l'indice officiel des prix et la dernière des résultats spécifiques de l'E.G.F.

LOGEMENT

LA C.N.L. RESTE HOSTILE A LA RÉFORME DE L'AIDE AU LOGEMENT

AN cours d'une conférence de presse tenue à Paris vendredi 14 janvier, la Confédération nationale du logement a précisé sa position sur la réforme de l'aide au logement. Ferme opposé à cette réforme, la C.N.L. sera vigilante sur son application. Elle estime que le nouveau système entraînera une augmentation importante des loyers qui ne sera pas compensée par l'aide personnalisée au logement (A.P.L.) ou par l'ancien allocation-logement. Seule 25 % des locataires d'I.L.M. bénéficieront de l'augmentation de l'allocation-logement, estime la C.N.L. De plus, selon M. Massu, président de la Confédération, l'aide personnalisée ne permettra pas l'augmentation des loyers.

LOGEMENT

LA C.N.L. RESTE HOSTILE A LA RÉFORME DE L'AIDE AU LOGEMENT

AN cours d'une conférence de presse tenue à Paris vendredi 14 janvier, la Confédération nationale du logement a précisé sa position sur la réforme de l'aide au logement. Ferme opposé à cette réforme, la C.N.L. sera vigilante sur son application. Elle estime que le nouveau système entraînera une augmentation importante des loyers qui ne sera pas compensée par l'aide personnalisée au logement (A.P.L.) ou par l'ancien allocation-logement. Seule 25 % des locataires d'I.L.M. bénéficieront de l'augmentation de l'allocation-logement, estime la C.N.L. De plus, selon M. Massu, président de la Confédération, l'aide personnalisée ne permettra pas l'augmentation des loyers.

FAITS ET CHIFFRES

Accidents du travail

Sur le chantier de la Centrale nucléaire de Dampierre - en - Burly (Loire) où un grave accident a coûté la vie à quatre hommes (le Monde du 14 janvier) un arrêt de travail a été observé jeudi à l'appel des organisations syndicales. Au cours d'une conférence de presse, la C.G.T. a précisé qu'en dépit de l'intervention de son union départementale de la construction, le patronat avait refusé la constitution d'une commission d'hygiène et de sécurité sur le chantier. Dans une déclaration, elle demande que le ministre du travail « prenne sans délai le décret d'application de la loi du 6 décembre 1976 émanant de l'institution des comités d'hygiène et de sécurité au sein des entreprises de travaux publics ». — (Corr.)

Grèves

GRÈVE DU SERVICE DE DÉPANNAGE TÉLÉPHONIQUE. — Le personnel chargé de l'installation et du dépannage des lignes téléphoniques chez les abonnés de la région parisienne s'est mis en grève le 14 janvier pour une durée de vingt-quatre heures, à l'appel des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. Ceux-ci réclament des effectifs suffisants pour répondre à l'augmentation du nombre des abonnés.

MALGRÉ UNE BAISSE SENSIBLE DES COURS

Les prix des légumes restent élevés

(Suite de la première page.)

Bref, les légumes frais sont chers, même si la poussée de fièvre du dernier week-end paraît retombée, avec l'excitation qu'elle a provoquée chez certains milieux. Pourquoi les prix des légumes sont-ils élevés ? Parce que la production a fortement baissé par rapport à l'an passé. En raison de la sécheresse, l'été dernier, les légumes ont été produits dans de mauvaises conditions météorologiques au moment des récoltes, qui ont été affectées ensuite l'hiver par les gelées. On peut néanmoins s'attendre que des baisses de production allant de 20 à 50 % entraînent du doublement au quadruplement des cours. En fait, le niveau des prix est déterminé par un équilibre précaire entre l'offre et la demande. Les périodes des marchés des fruits et légumes, des légumes secs, ont largement démontré. Gel dans la vallée du Rhône en 1975, et les prix des légumes ont doublé d'une année à l'autre ; récolte surabondante de tomates quelques mois après, les cours tombent de 2,30 à 1,30 F et les pouvoirs publics doivent « rétrograder » — c'est-à-dire décréter 70 000 tonnes pour enrayer une chute plus importante.

Laquelle aventure des légumes s'est produite cet été pour les fruits. C'était à la veille d'un long week-end de pluie (le Monde du 15 juin). Le thermomètre flirte avec les 30 degrés. En deux jours, les cours des fruits ont bondi de quelque 50 %. Apparemment rien ne justifie une telle hausse : la récolte était abondante ; les cours étaient trois fois inférieurs à ceux de la semaine précédente. Rien, excepté ce week-end, du fait de la température et des premiers départs en vacances, les consommateurs se sont rûs sur les fruits, alors que les marchés étaient approvisionnés normalement. Quelques intermédiaires avisés ont sans nul doute profité largement de l'abaissement. Mais une manœuvre spéculative sur une grande échelle est difficilement concevable. Pour les fruits comme pour les légumes, les réseaux d'approvisionnement sont trop divers, les circuits de distribution trop enchevêtrés, les intermédiaires en trop grand nombre, la concurrence des produits importés trop vive.

Difficultés de transport, mauvaises conditions atmosphériques, reprise de la consommation après les fêtes se sont conjuguées il y a une dizaine de jours pour pousser à la hausse un marché sur lequel les cours étaient déjà particulièrement élevés du fait de la diminution de la production. Là encore, certains opérateurs ont saisi l'occasion pour faire de gros profits, à l'instar de ce qui s'est passé au début de l'année. Toutefois, la baisse des cours qui s'est amorcée en milieu de semaine laisse penser que les niveaux sensiblement plus élevés que l'an passé comme on l'a vu, ne tiennent pas. Le scénario se va se répéter, pas dans quelques jours ou quelques semaines. La situation actuelle est, en effet, aggravée par le fait que les transferts de consommation entre légumes frais ne sont guère possibles, les uns et les autres étant chers et rares.

Organiser les marchés

Conseils de bon sens, qui n'ont pas toujours été compris de ceux qui ont profité de la demande à un niveau de prix raisonnable ? Il appartient au consommateur de retrouver le sens du rythme des saisons et de résister à des habitudes alimentaires plus logiques. Nos deux associés très bien situés sur le marché des légumes ont été très surpris par la hausse des légumes secs ou des pois, qui a remporté récemment M. Christian Baulieu, ministre de l'Agriculture, comme l'avait déjà fait Mme Sorvenet, secrétaire d'Etat à la consommation.

ÉNERGIE

L'ARABIE SAOUDITE EST DEVENUE LE DEUXIÈME PRODUCTEUR DE PÉTROLE DEVANT LES ÉTATS-UNIS

La production mondiale de pétrole brut a atteint en 1976 le chiffre record de 2 644 millions de tonnes (+ 7,5 % par rapport à 1975) et l'Arabie Saoudite a devancé les États-Unis pour devenir le second producteur mondial après l'URSS. Depuis 1973, les États-Unis sont donc passés de la première place à la deuxième. En 1976, ils ont extrait 405 millions de tonnes (- 2 % par rapport à 1975). L'Arabie Saoudite, avec 520 millions de tonnes (+ 21 %), a produit 521 millions de tonnes (+ 6,4 %), selon les premières statistiques publiées par Petroleum Economics.

Par rapport à 1973 et 1974, la production mondiale a augmenté de 2,3 et 2,1 % respectivement, mais sensiblement moins que dans la période 1970-1973 (+ 22 %).

Accidents du travail

Sur le chantier de la Centrale nucléaire de Dampierre - en - Burly (Loire) où un grave accident a coûté la vie à quatre hommes (le Monde du 14 janvier) un arrêt de travail a été observé jeudi à l'appel des organisations syndicales. Au cours d'une conférence de presse, la C.G.T. a précisé qu'en dépit de l'intervention de son union départementale de la construction, le patronat avait refusé la constitution d'une commission d'hygiène et de sécurité sur le chantier. Dans une déclaration, elle demande que le ministre du travail « prenne sans délai le décret d'application de la loi du 6 décembre 1976 émanant de l'institution des comités d'hygiène et de sécurité au sein des entreprises de travaux publics ». — (Corr.)

Accidents

PROGRESSION IMPORTANTE DES BÉNÉFICES D'I.B.M. — Les bénéfices nets

PRESSE

LA GRÈVE SE PROLONGE A « OUEST-FRANCE »

Pour la troisième journée consécutive, le journal Ouest-France ne paraît pas. Vendredi après-midi, les délégués syndicaux S.F.J., C.F.D.T. et S.N.J. ont été reçus par la direction ; ils avaient été mandatés pour demander la réintégration du journaliste licencié, M. Pierre Leclercq, et la création d'un conseil de rédaction. La direction a opposé un refus à la demande de réintégration et a fixé la date du vendredi 21 janvier pour débattre de la seconde revendication. Les journalistes en grève ont estimé que les résultats de cet entretien n'ont pas été positifs et prolongent donc la grève, conformément à ce qu'ils avaient décidé lors de leur assemblée générale du 13 janvier (le Monde du 15 janvier).

LE NOUVEAU QUOTIDIEN DE M. PERDRIEL ET LE NOUVEAU OBSERVATEUR

Pour la première fois, Jean Daniel, évêque, dans le Nouvel Observateur, le projet de création du quotidien du matin de M. Perdriel. Il indique que ce projet a été accepté et soutenu par la rédaction du Nouvel Observateur : « Les rédacteurs de notre publication ont déjà donné un appréciable exemple de solidarité avec le quotidien en projet. Ils ont approuvé la décision de mettre la somme de 2 millions à la disposition de ce quotidien. » Toutefois, Jean Daniel pense que les deux publications ne doivent pas être confondues : « Les deux sociétés, celle du Nouvel Observateur et celle du quotidien en projet, sont totalement et radicalement distinctes. A aucun titre, sur aucun plan et à aucun moment, l'une ne saurait être responsable de l'autre. Il ne saurait en outre y avoir de confusion dans les équipes ni dans les objectifs. »

LA CHE-MO ES BASKET

LUMIÈRE - GAUMONT RIVE S. PATHE - LES NATIONS GAUMONT E.V.V.

TARTARE

ARRE

هكذا من الأصل

FINANCIER
DES CHANGES

du dollar
vre et du franc

efficace et crédible, et de la part...
L'annonce du DOLLAR...
LIVRE et du FRANCO...
L'annonce du DOLLAR...
LIVRE et du FRANCO...
L'annonce du DOLLAR...
LIVRE et du FRANCO...

Table with 4 columns: Date, Franc, Dollar, Franc/Dollar ratio.

Une telle éventualité remettrait...
Une telle éventualité remettrait...
Une telle éventualité remettrait...
Une telle éventualité remettrait...

MONÉTAIRE
des 10 %

Un nouveau repli des cours s'est...
Un nouveau repli des cours s'est...
Un nouveau repli des cours s'est...
Un nouveau repli des cours s'est...

S PREMIERES
u sucre et du co

Les papiers de sucre...
Les papiers de sucre...
Les papiers de sucre...
Les papiers de sucre...

LA REVUE DES VALEURS

Bourse de Paris

SEMAINE DU 10 AU 15 JANVIER

Expectative

La marée était-elle trop belle ? En tout cas, la vigoureuse reprise observée la semaine dernière ne s'est pas poursuivie lors de ces cinq dernières séances. D'un vendredi à l'autre, les différents indices ont même perdu plus d'un point.

La plus forte baisse de la semaine a été enregistrée mardi, au lendemain d'une séance plutôt calme. Brutalement, les cours d'une centaine de valeurs se replièrent sous la pression de prises de bénéfices souvent importantes, comme en témoignent les très fortes augmentations (+ 38 %) du volume de transactions à terme ce jour-là.

En attendant, c'est dans l'expectative, mais sans appréhension, que les opérateurs s'apprêtent à suivre, lundi prochain, la conférence de presse de M. Giscard d'Estaing. L'atmosphère est plutôt bonne, le franc se raffermi et le taux de l'argent au jour le jour est redevenu, en fin de semaine, à des niveaux plus raisonnables.

Sur le marché de l'or, où les opérateurs reviennent peu à peu après l'instauration de 4 % (3 à 4 millions de francs par jour), le lingot a perdu 200 F à 21 500 F et le napoléon est resté stable à 237 F contre 236,50 F.

PATRICE CLAUDE.

et les revenus du portefeuille pour 14,8 millions de francs (c/ 8,7).

Les loyers encaissés par S.I.L.C. entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1976, et ceux émis le 1^{er} janvier 1977, se montent globalement à 14,8 millions de francs (c/ 8,7).

Table with 2 columns: Item, Amount.

Le dividende d'Uffimex pour 1976 sera porté de 6,60 F à 7 F.

Régime et travaux publics

Les résultats des établissements A. Herriot pour l'exercice écoulé devaient être supérieurs de 15 % à ceux enregistrés en 1976 (18,81 millions de francs).

Nord-Africains des Ciments et Ciments Artificiels d'Oranie

toutes deux en liquidation, recouvraient respectivement par titre les bons finaux suivants : 1,70 F et 2,20 F.

Alimentation

L'optimisme règne aux Raffineries de sucre de Saint-Louis : les résultats 1976 devaient être meilleurs que ceux réalisés en 1975.

Les sociétés Viniprix, Berthier-Savoie et la Beaujolais-Végar

Le Crédit Foncier et Immobilier au cours de l'année 1976 se sont élevés à 70,2 millions de francs (+ 16 %).

VERS UN RÉAMÉNAGEMENT DES COURTAGES

Le réaménagement des tarifs de courtage applicables aux opérations boursières pourrait bien entrer dans les faits. Le dossier mis en point par la direction du Trésor se trouve désormais sur le bureau de M. Duret, ministre délégué chargé de l'économie et des finances.

Initialement, il était envisagé une revalorisation pure et simple des taux de commissions, fixés en 1952, et réduits, à deux reprises, par la suite.

Aujourd'hui, en regard aux exigences du plan Bourse et pour permettre, cependant, aux agents de change de poursuivre leur tâche dans des conditions moins aléatoires, on semble s'acheminer vers une simplification de la gamme des tarifs de courtage.

Valeurs à revenu fixe

ou indexées

L'Emprunt 4 1/2 % 1973 n'a pratiquement pas varié, alors que des dégagements ont pesé sur les cours de l'Emprunt 7 % 1973.

14 janv. Diff.

Table with 2 columns: Item, Amount.

14 janv. Diff.

Table with 2 columns: Item, Amount.

14 janv. Diff.

Table with 2 columns: Item, Amount.

14 janv. Diff.

Table with 2 columns: Item, Amount.

14 janv. Diff.

Table with 2 columns: Item, Amount.

14 janv. Diff.

Table with 2 columns: Item, Amount.

14 janv. Diff.

Table with 2 columns: Item, Amount.

14 janv. Diff.

Table with 2 columns: Item, Amount.

UN RECORD POUR PEUGEOT-CITROËN

Le cours de l'action Peugeot-Citroën a sensiblement progressé jeudi et vendredi à l'annonce que les résultats du groupe avaient battu tous les records en 1976.

« International Telephone and Telegraph » a réalisé en 1976 un chiffre d'affaires sans précédent : 11,70 milliards de dollars contre 11,40 milliards. Le bénéfice net ressort à 489 millions de dollars, soit 3,85 dollars par action contre 3,20 dollars.

Pilates, textiles, magasins

L'attention s'est portée cette semaine sur l'action Agache Wollot, dont la progression, remarquable depuis plusieurs semaines, s'est accélérée. La filiale Saint-

14 janv. Diff.

Table with 2 columns: Item, Amount.

14 janv. Diff.

Table with 2 columns: Item, Amount.

14 janv. Diff.

Table with 2 columns: Item, Amount.

14 janv. Diff.

Table with 2 columns: Item, Amount.

14 janv. Diff.

Table with 2 columns: Item, Amount.

14 janv. Diff.

Table with 2 columns: Item, Amount.

14 janv. Diff.

Table with 2 columns: Item, Amount.

14 janv. Diff.

Table with 2 columns: Item, Amount.

14 janv. Diff.

Table with 2 columns: Item, Amount.

14 janv. Diff.

Table with 2 columns: Item, Amount.

14 janv. Diff.

Table with 2 columns: Item, Amount.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

10 janv. 11 janv. 12 janv. 13 janv. 14 janv.

Table with 5 columns: Item, 10 janv., 11 janv., 12 janv., 13 janv., 14 janv.

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E., base 100, 31 décembre 1976)

Valeurs Françaises Étrangères

102,2 100,2 100,1 100,4 101,3

101 100,2 99,6 100,3 99,8

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100, 29 décembre 1961)

Indic. gén. 83,6 84,7 84,4 84,6 85

LIBRE-ÉCHANGE...

L'Optimum financier de Paris (O.F.P.), filiale à cent pour cent de la Compagnie française des pétroles (C.F.P.), se propose d'acquiescer 15 % du capital de la Banque de la construction et des travaux publics (B.C.T.P.), dont l'immobilière construction de Paris (I.C.P., groupe Alphabète) détenait jusqu'à présent 39 %.

Cette acquisition sera payée par la remise à l'O.F.P. de 4 % de son capital de l'Optimum, dont la C.F.P. possède 77 %. Une telle opération permettrait à la filiale spécialisée du groupe Total de poursuivre sa diversification dans le secteur financier, après son entrée dans le capital du groupe Prêtal au cours du premier semestre 1976. Elle comblerait les vœux du groupe des animateurs de la B.C.T.P., à savoir M. Alphabète, vivement désireux de passer à la construction.

En surplus, les groupes pétroliers ont plutôt besoin de capitaux, tant pour la prospection que pour leurs charges de trésorerie, augmentées à chaque majoration du prix du brut. La Compagnie française des pétroles avait dû renoncer à faire appel à ses actionnaires au début de l'automne, en raison du marasme boursier. Comme Saint-Gobain en 1976, elle va vendre son alge social en crédit-bail (« lease-back ») à un groupe de SICOM, essentiellement constitué par Prêtal pour une somme dépassant 100 millions de francs.

De toute façon, l'opération d'échange avec l'O.F.P.-B.C.T.P. ne porte que sur une valeur de 13 millions de francs environ, les actifs du groupe Total s'élevant à 15 milliards de francs et ceux de la filiale O.F.P. à 350 millions de francs. En assumant son concours à Prêtal, cette dernière avait dénoté une certitude qui avait depuis deux ans. Cette fois-ci, elle se propose de consolider une situation déjà établie.

Il est par ailleurs difficile d'être pétrolier... — F. E.

LIBRE-ÉCHANGE...

L'Optimum financier de Paris (O.F.P.), filiale à cent pour cent de la Compagnie française des pétroles (C.F.P.), se propose d'acquiescer 15 % du capital de la Banque de la construction et des travaux publics (B.C.T.P.), dont l'immobilière construction de Paris (I.C.P., groupe Alphabète) détenait jusqu'à présent 39 %.

Cette acquisition sera payée par la remise à l'O.F.P. de 4 % de son capital de l'Optimum, dont la C.F.P. possède 77 %. Une telle opération permettrait à la filiale spécialisée du groupe Total de poursuivre sa diversification dans le secteur financier, après son entrée dans le capital du groupe Prêtal au cours du premier semestre 1976. Elle comblerait les vœux du groupe des animateurs de la B.C.T.P., à savoir M. Alphabète, vivement désireux de passer à la construction.

En surplus, les groupes pétroliers ont plutôt besoin de capitaux, tant pour la prospection que pour leurs charges de trésorerie, augmentées à chaque majoration du prix du brut. La Compagnie française des pétroles avait dû renoncer à faire appel à ses actionnaires au début de l'automne, en raison du marasme boursier. Comme Saint-Gobain en 1976, elle va vendre son alge social en crédit-bail (« lease-back ») à un groupe de SICOM, essentiellement constitué par Prêtal pour une somme dépassant 100 millions de francs.

De toute façon, l'opération d'échange avec l'O.F.P.-B.C.T.P. ne porte que sur une valeur de 13 millions de francs environ, les actifs du groupe Total s'élevant à 15 milliards de francs et ceux de la filiale O.F.P. à 350 millions de francs. En assumant son concours à Prêtal, cette dernière avait dénoté une certitude qui avait depuis deux ans. Cette fois-ci, elle se propose de consolider une situation déjà établie.

Il est par ailleurs difficile d'être pétrolier... — F. E.

LIBRE-ÉCHANGE...

L'Optimum financier de Paris (O.F.P.), filiale à cent pour cent de la Compagnie française des pétroles (C.F.P.), se propose d'acquiescer 15 % du capital de la Banque de la construction et des travaux publics (B.C.T.P.), dont l'immobilière construction de Paris (I.C.P., groupe Alphabète) détenait jusqu'à présent 39 %.

Cette acquisition sera payée par la remise à l'O.F.P. de 4 % de son capital de l'Optimum, dont la C.F.P. possède 77 %. Une telle opération permettrait à la filiale spécialisée du groupe Total de poursuivre sa diversification dans le secteur financier, après son entrée dans le capital du groupe Prêtal au cours du premier semestre 1976. Elle comblerait les vœux du groupe des animateurs de la B.C.T.P., à savoir M. Alphabète, vivement désireux de passer à la construction.

En surplus, les groupes pétroliers ont plutôt besoin de capitaux, tant pour la prospection que pour leurs charges de trésorerie, augmentées à chaque majoration du prix du brut. La Compagnie française des pétroles avait dû renoncer à faire appel à ses actionnaires au début de l'automne, en raison du marasme boursier. Comme Saint-Gobain en 1976, elle va vendre son alge social en crédit-bail (« lease-back ») à un groupe de SICOM, essentiellement constitué par Prêtal pour une somme dépassant 100 millions de francs.

De toute façon, l'opération d'échange avec l'O.F.P.-B.C.T.P. ne porte que sur une valeur de 13 millions de francs environ, les actifs du groupe Total s'élevant à 15 milliards de francs et ceux de la filiale O.F.P. à 350 millions de francs. En assumant son concours à Prêtal, cette dernière avait dénoté une certitude qui avait depuis deux ans. Cette fois-ci, elle se propose de consolider une situation déjà établie.

Il est par ailleurs difficile d'être pétrolier... — F. E.

UN JOUR DANS LE MONDE

2. LA MORT D'ANTHONY EDEN

— La défense des droits de l'homme dans les pays de l'Est.

3. EUROPE

— Les élections des députés de l'Assemblée nationale.

4. AMÉRIQUES

— États-Unis : le voyage de MM. Rocard et Cot à Washington.

5. PROCHE-ORIENT

— La situation à Jérusalem.

6. MADAGASCAR

— La situation politique.

7. AFRIQUE

— La situation en Afrique du Nord.

8. POLITIQUE

— La préparation des élections municipales.

9. ÉDUCATION

— La controverse sur la question scolaire.

10. MÉTÉO

— Le malaise à l'école polytechnique.

11. JEUNESSE

— Les ambiguïtés du « travail social » : la courbe de l'âge d'or pour jeunes inadaptés.

12. MÉDECINE

— Première télévisée à Toulouse du « chirurgien aux mains nues ».

13. JUSTICE

— Le syndicat C.F.T. - Chrysler devant le tribunal de Versailles.

14. LIBRES OPINIONS

— La loi de tolérance, par Meyer Joffé.

15. LE MONDE AUJOURD'HUI

— Au fil de la semaine : Les trois politiques, par Pierre Vasson-Ponté.

— Lettres du monde : L'Europe, par Jean-Claude Ponsard.

— Surtout des revues, par Yves Florence.

— Correspondance : Les enfants d'aujourd'hui.

— RADIO - TÉLÉVISION : Sur le 3 : Voyage dans le cosmos, par Mathilde La Barthe.

— Émissions : Émissions musicales, par Catherine Humbiot.

16. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

— CORSE : les réflexions d'Edmond Simeoni.

— RHONE - ALPES : opération « vallée morte » dans l'Oisans.

17-18. ARTS ET SPECTACLES

— CINÉMA : Roid sur Etienne, d'Irving Karshner.

— THÉÂTRE : Ton non dans le feu des autres, Elisabeth, de Jean Vauthier.

19. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— Un pré-rapport sur la réforme du financement de la Sécurité sociale.

20-21. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO - TÉLÉVISION (11 à 14) : Annouces classées (20) ; Carnet (8) ; Informations pratiques (16) ; Journal officiel (16) ; Météorologie (16) ; Notes croisées (16).

Le numéro du « Monde », daté 15 janvier 1977 a été tiré à 578 042 exemplaires.

NOUVELLES BRÈVES

● **Accident d'avion à Stockholm** : vingt-deux morts. — Vingt-deux personnes ont trouvé la mort dans l'accident d'avion qui s'est produit, le samedi matin 15 janvier, dans la banlieue de Stockholm, en Suède. L'appareil — un Vickers Viscount de la compagnie des lignes intérieures suédoises Linjens — qui venait de Kristianstad, s'appesantit à atterrir sur l'aéroport de Stockholm-Bromma dans la banlieue ouest de la capitale suédoise, lorsque, pour une raison encore indéterminée, il a perdu de l'altitude et s'est écrasé sur une zone résidentielle à Spangarp. Cependant, aucune des maisons environnantes n'a subi de dommages, l'avion ayant touché le sol sur un parc de stationnement. — (A.F.P.)

● **Attentat contre les locaux du parti communiste à Nimès**. — Des coups de feu ont été tirés, ce samedi 15 janvier, vers 3 heures, contre les locaux du parti communiste, situés près des Arènes, dans le centre de Nimès. Toutes les vitres des locaux ont été brisées par des balles de fort calibre utilisées pour la chasse au gibier.

En Égypte

Deux anciens ministres sont compromis dans un « scandale Boeing »

De notre correspondant

Le Caire. — Héritée de l'empire ottoman, la pratique du bakchich (1) reste le moyen le plus courant en Égypte, et dans d'autres pays d'Orient, pour obtenir une prestation administrative ou un passe-droit anodin. Quelques plaques à un sergent de ville évitent une contravention, tandis qu'une boîte de bonbons, si elle est d'importance, décide le chef de bureau le plus bougon à vous donner le tampon dont vous avez besoin.

Parfois, à un niveau plus élevé, le bakchich prend des proportions telles qu'il devient un dessous-de-table, un pot-de-vin, et que le justicier finit par s'en mêler. C'est notamment le cas en Égypte, où diverses affaires, concernant quelquefois en cause des hauts fonctionnaires, défrayent la chronique.

Selon le parquage du Caire, la firme américaine Boeing, pour provoquer l'achat par l'Égypte, en 1972, de quatre Boeing 707, a versé 180 000 dollars à un pilote égyptien qui était le conseiller du ministre de l'aviation civile. Deux anciens ministres, MM. Ahmed et Abdallah Mitrabane, qui, à cette époque, avaient la charge du secteur aéronautique, seront jugés quant à eux pour « dilapidation des deniers publics », car, d'après l'accusation, non seulement la compagnie Boeing n'avait pas besoin de ces appareils, mais encore ils ont été achetés à un tarif dépassant de 1 million de dollars par unité leur prix réel. En outre, les conditions d'un prêt de 50 millions de dollars contracté en Suisse pour payer les avions ont été si défavorables que Le Caire aura finalement payé chaque Boeing le double de son coût habituel.

À l'époque du cabinet Hegazi, après la guerre d'octobre 1973, il fut découvert que des autobus importés d'Iran avaient coûté à l'Égypte un prix supérieur d'un tiers à leur valeur. Le Rais dit publiquement défendre son premier ministre, puis le dossier s'est apparemment ensablé, sans que l'on sache si les responsabilités incombent à la société ou à l'indécence de certains fonctionnaires. Plus récemment, on s'est rendu compte que huit des 1000 avions livrés à l'Égypte, acquies sans doute un peu hâtivement étaient inutilisables sur le réseau égyptien.

Un député du parti gouvernemental, M. Ahmed Younés, s'est vu accusé de collusion au sujet des fonctionnements des coopératives agricoles. L'insurrection suit son cours, bien que le parlementaire ait menacé « si on ne le laisse pas tranquille » de faire des révélations qui « déconstruiront un bon lot de gens en place ».

Une enquête a également lieu depuis que l'on s'est rendu compte qu'un intermédiaire du secteur privé vendait le papier à des journaux carottes, propriété de l'État, à un tarif largement supérieur au cours officiel. Le procureur général cherche aussi à savoir où passent les bénéfices de l'organisme du cinéma, déficitaire alors que la plupart des salles obscures sont pleines tous les jours, et qu'elles n'ont pas été renouées depuis leur nationalisation pendant la période nassérienne. Il n'est pas jusqu'à l'administration des eaux (Bilens de maintenance appelée encore habous au Maghreb), qui ne soit mise sur la sellette des torts inévitables auraient été décelés des protégés d'un conseiller du cheikh ministre des waqfs.

Un vent de pureté soufflerait-il maintenant dans la vallée du Nil ? Il semble que le climat plus libéral qui règne en Égypte depuis la guerre d'octobre incite des députés ou des journalistes de diverses tendances à se lancer dans la critique de la corruption.

Un vent de pureté soufflerait-il maintenant dans la vallée du Nil ? Il semble que le climat plus libéral qui règne en Égypte depuis la guerre d'octobre incite des députés ou des journalistes de diverses tendances à se lancer dans la critique de la corruption.

Un vent de pureté soufflerait-il maintenant dans la vallée du Nil ? Il semble que le climat plus libéral qui règne en Égypte depuis la guerre d'octobre incite des députés ou des journalistes de diverses tendances à se lancer dans la critique de la corruption.

Un vent de pureté soufflerait-il maintenant dans la vallée du Nil ? Il semble que le climat plus libéral qui règne en Égypte depuis la guerre d'octobre incite des députés ou des journalistes de diverses tendances à se lancer dans la critique de la corruption.

Un vent de pureté soufflerait-il maintenant dans la vallée du Nil ? Il semble que le climat plus libéral qui règne en Égypte depuis la guerre d'octobre incite des députés ou des journalistes de diverses tendances à se lancer dans la critique de la corruption.

Pour la première fois dans « le Quotidien du peuple »

Une phrase de M. Hua Kuo-feng remplace une citation de Mao Tse-toung

De notre correspondant

Pékin. — Pour la première fois, une citation du président Hua Kuo-feng publiée samedi 15 janvier dans le « Quotidien du peuple », le développement de la production est plus important et plus rapide, et cela vaut mieux.

L'organe du P.C. ne dit toujours rien de la campagne de dédramatisation qui, malgré la neige fine qui tombe sur la capitale, se poursuit sans changement notable sur la place Tian-An-Men. Le journal consacre, en revanche, plusieurs courts articles au développement de la démocratie au sein du parti, invitant notamment cadres et militants à « adopter une attitude correcte envers ceux qui ont des opinions différentes ». — A. J.

Supplémentaire de lecture, des significations cachées apparaissent.

Ainsi, un nouveau poème à la gloire de M. Teng Hsiao-ping paru vendredi 14 janvier est en écriture horizontale. Mais au même texte, se lisant verticalement, se lit le mot croisé, la phrase « Teng Hsiao-ping est innocent » apparaît.

Dans d'autres chefs-d'œuvre de ce genre, des allusions à la mort de Pékin, M. Wu Teh, sont aussi dissimulées de cette façon dans le texte. M. Wu Teh, par un jeu de mots, est appelé « le sens vertu ».

Une affiche différente déclare que les trois « sources du marxisme » sont : l'économie politique anglaise, la philosophie allemande et le socialisme français, et une autre que les « trois » du peuple sont : le président Hua Kuo-feng, le vice-président Yeh Chien-ying, et le camarade Teng Hsiao-ping.

LE SCANDALE DE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

Aucune irrégularité dans la passation des marchés estime l'établissement public d'aménagement

Le conseil d'administration de l'établissement public d'aménagement (E.P.A.) de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines a, le 14 janvier, dans une séance publique, examiné les conclusions de la Commission d'enquête sur le scandale de Saint-Quentin-en-Yvelines. Le conseil a estimé qu'il n'y avait aucune irrégularité dans la passation des marchés publics.

Le conseil d'administration, qui comprend des élus, se réunissait pour examiner les conclusions de la Commission d'enquête sur le scandale de Saint-Quentin-en-Yvelines. Le conseil a estimé qu'il n'y avait aucune irrégularité dans la passation des marchés publics.

Dans les Vosges

LES OUVRIÈRES D'UNE BONNETERIE SE METTENT EN GRÈVE POUR SOUTENIR LEUR PATRON

(De notre correspondant.)

Epinal. — Mme Hamelin, déléguée syndicale C.F.D.T. dans l'entreprise de bonneterie Devanlay-Becourt, Charles (Vosges), a, selon le directeur, M. Bémy, tenu à propos impitoyable à ce dernier. Elle avait été, pour cette raison, licenciée et le conseil d'entreprise avait voté le rattachement de la déléguée syndicale par 3 voix pour, 2 contre et une abstention. Mais l'inspection du travail refusait ce licenciement.

Pour la C.F.D.T., le personnel s'est mis en grève à son tour pour demander le licenciement de leur camarade, pas plus que pour réclamer le retour de leur patron, mais parce que la direction avait fait planer la menace de fermer définitivement l'usine si l'inspecteur du travail n'autorisait pas ce licenciement.

Le directeur départemental des prix de Provos (Ardèche) a été molesté par une centaine de membres du C.I.D.-UNATI le 14 janvier. Les manifestants ont tenté d'empêcher le directeur de contrôler les prix.

Le directeur départemental des prix de Provos (Ardèche) a été molesté par une centaine de membres du C.I.D.-UNATI le 14 janvier. Les manifestants ont tenté d'empêcher le directeur de contrôler les prix.

Le directeur départemental des prix de Provos (Ardèche) a été molesté par une centaine de membres du C.I.D.-UNATI le 14 janvier. Les manifestants ont tenté d'empêcher le directeur de contrôler les prix.

Le directeur départemental des prix de Provos (Ardèche) a été molesté par une centaine de membres du C.I.D.-UNATI le 14 janvier. Les manifestants ont tenté d'empêcher le directeur de contrôler les prix.

Le directeur départemental des prix de Provos (Ardèche) a été molesté par une centaine de membres du C.I.D.-UNATI le 14 janvier. Les manifestants ont tenté d'empêcher le directeur de contrôler les prix.

Le directeur départemental des prix de Provos (Ardèche) a été molesté par une centaine de membres du C.I.D.-UNATI le 14 janvier. Les manifestants ont tenté d'empêcher le directeur de contrôler les prix.

Le directeur départemental des prix de Provos (Ardèche) a été molesté par une centaine de membres du C.I.D.-UNATI le 14 janvier. Les manifestants ont tenté d'empêcher le directeur de contrôler les prix.

Le directeur départemental des prix de Provos (Ardèche) a été molesté par une centaine de membres du C.I.D.-UNATI le 14 janvier. Les manifestants ont tenté d'empêcher le directeur de contrôler les prix.

Le directeur départemental des prix de Provos (Ardèche) a été molesté par une centaine de membres du C.I.D.-UNATI le 14 janvier. Les manifestants ont tenté d'empêcher le directeur de contrôler les prix.

Le directeur départemental des prix de Provos (Ardèche) a été molesté par une centaine de membres du C.I.D.-UNATI le 14 janvier. Les manifestants ont tenté d'empêcher le directeur de contrôler les prix.

LES OUVRIÈRES D'UNE BONNETERIE SE METTENT EN GRÈVE POUR SOUTENIR LEUR PATRON

LES OUVRIÈRES D'UNE BONNETERIE SE METTENT EN GRÈVE POUR SOUTENIR LEUR PATRON

(De notre correspondant.)

Epinal. — Mme Hamelin, déléguée syndicale C.F.D.T. dans l'entreprise de bonneterie Devanlay-Becourt, Charles (Vosges), a, selon le directeur, M. Bémy, tenu à propos impitoyable à ce dernier. Elle avait été, pour cette raison, licenciée et le conseil d'entreprise avait voté le rattachement de la déléguée syndicale par 3 voix pour, 2 contre et une abstention. Mais l'inspection du travail refusait ce licenciement.

Pour la C.F.D.T., le personnel s'est mis en grève à son tour pour demander le licenciement de leur camarade, pas plus que pour réclamer le retour de leur patron, mais parce que la direction avait fait planer la menace de fermer définitivement l'usine si l'inspecteur du travail n'autorisait pas ce licenciement.

Le directeur départemental des prix de Provos (Ardèche) a été molesté par une centaine de membres du C.I.D.-UNATI le 14 janvier. Les manifestants ont tenté d'empêcher le directeur de contrôler les prix.

Le directeur départemental des prix de Provos (Ardèche) a été molesté par une centaine de membres du C.I.D.-UNATI le 14 janvier. Les manifestants ont tenté d'empêcher le directeur de contrôler les prix.

Le directeur départemental des prix de Provos (Ardèche) a été molesté par une centaine de membres du C.I.D.-UNATI le 14 janvier. Les manifestants ont tenté d'empêcher le directeur de contrôler les prix.

Le directeur départemental des prix de Provos (Ardèche) a été molesté par une centaine de membres du C.I.D.-UNATI le 14 janvier. Les manifestants ont tenté d'empêcher le directeur de contrôler les prix.

Le directeur départemental des prix de Provos (Ardèche) a été molesté par une centaine de membres du C.I.D.-UNATI le 14 janvier. Les manifestants ont tenté d'empêcher le directeur de contrôler les prix.

Le directeur départemental des prix de Provos (Ardèche) a été molesté par une centaine de membres du C.I.D.-UNATI le 14 janvier. Les manifestants ont tenté d'empêcher le directeur de contrôler les prix.

Le directeur départemental des prix de Provos (Ardèche) a été molesté par une centaine de membres du C.I.D.-UNATI le 14 janvier. Les manifestants ont tenté d'empêcher le directeur de contrôler les prix.

Le directeur départemental des prix de Provos (Ardèche) a été molesté par une centaine de membres du C.I.D.-UNATI le 14 janvier. Les manifestants ont tenté d'empêcher le directeur de contrôler les prix.

Le directeur départemental des prix de Provos (Ardèche) a été molesté par une centaine de membres du C.I.D.-UNATI le 14 janvier. Les manifestants ont tenté d'empêcher le directeur de contrôler les prix.

Le directeur départemental des prix de Provos (Ardèche) a été molesté par une centaine de membres du C.I.D.-UNATI le 14 janvier. Les manifestants ont tenté d'empêcher le directeur de contrôler les prix.

LES AUTORITÉS CHINOISES
ONT MIS FIN
À LA CAMPAGNE D'AFFICHES
EN FAVEUR
DE M. TENG HSIANG-PING

Le gouvernement du Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

Le Bénin annonce l'échec d'une opération de mercenaires.

مكتبة من الأصيل

es édition

LES TRIBUNAUX

LA RÉPUBLIQUE

LA LIBERTÉ

LA DÉMOCRATIE

LA JUSTICE

LA SÉCURITÉ

LA PAIX

LA PROSPÉRITÉ

LA SANTÉ

LA BEAUTÉ

LA CULTURE

LA SCIENCE

LA TECHNOLOGIE

LA MÉDECINE

LA PHARMACOLOGIE

LA NUTRITION

LA PSYCHOLOGIE

LA PÉDAGOGIE

LA LITTÉRATURE

LA MUSIQUE

LA DANSE

LA CINÉMA

LA TÉLÉVISION

LA RADIO

LA PRESSE

LA COMMUNICATION

LA GESTION

LA COMPTABILITÉ

LA STATISTIQUE

LA MATHÉMATIQUE

LA PHYSIQUE

LA CHIMIE

LA BIOLOGIE

LA GÉOLOGIE

LA MÉTÉOROLOGIE

LA CLIMATOLOGIE

LA Océanographie

LA AÉRONAUTIQUE

LA COSMONAUTIQUE

LA ARCHITECTURE

LA INGENIERIE

LA AGRICULTURE

LA PÊCHE

LA ÉLEVAGE

LA VÉTÉRINAIRE

LA JARDINAGE

LA MAISON

LA VOYAGE

LA CUISINE

LA MODÈLE

LA ARTS

LA MUSIQUE

LA DANSE

LA CINÉMA

LA TÉLÉVISION

LA RADIO

LA PRESSE

LA COMMUNICATION

LA GESTION

LA COMPTABILITÉ

LA STATISTIQUE

LA MATHÉMATIQUE

LA PHYSIQUE

LA CHIMIE

LA BIOLOGIE

LA GÉOLOGIE

LA MÉTÉOROLOGIE

LA CLIMATOLOGIE

LA Océanographie

LA AÉRONAUTIQUE

LA COSMONAUTIQUE

LA ARCHITECTURE

LA INGENIERIE

LA AGRICULTURE

LA PÊCHE

LA ÉLEVAGE

LA VÉTÉRINAIRE

LA JARDINAGE

LA MAISON

LA VOYAGE

LA CUISINE

LA MODÈLE

LA ARTS